

Conférence de presse

« **Moniteur financier 2008 : pour une politique financière économe** »

Mercredi 17 décembre 2008

Les citoyens s'opposent à l'endettement

economiesuisse publie son premier moniteur financier

Une nette majorité des citoyens suisses attend de l'Etat qu'il dépense leur argent avec prudence et se montre économe. En cas de déficits, ils veulent qu'il corrige la situation principalement par des réductions de dépenses. De manière générale, la population voit l'endettement d'un mauvais œil. C'est ce que révèle le moniteur financier 2008, publication issue d'une analyse des sondages menés par economiesuisse en matière de finances publiques.

Depuis 2001, l'organisation faîtière de l'économie suisse a réalisé plusieurs enquêtes en collaboration avec gfs.bern dans le but de sonder la population sur les questions de politique financière. Le moniteur financier 2008 les rend publiques pour la première fois. A l'avenir, economiesuisse sondera régulièrement les citoyens pour enregistrer les fluctuations de l'opinion.

La population réclame un Etat svelte, mais efficient

Dans l'enquête effectuée en 2008, 80 % des personnes sondées sont favorables à une optimisation de l'affectation des ressources disponibles. Près des deux tiers d'entre elles considèrent également qu'une politique financière économe doit s'efforcer de réduire tant les dépenses que les impôts. Les réponses données à gfs.bern montrent que la population rejette depuis longtemps l'expansion de l'Etat.

Il n'est donc pas étonnant qu'un peu plus de la moitié des personnes sondées soient d'avis que d'éventuels excédents budgétaires doivent être affectés à la réduction de la dette. En cas de déficits, 85 % d'entre elles estiment qu'il faut commencer par réduire les dépenses. Seulement 7 % des sondés sont favorables aux hausses d'impôts et tout juste 3 % jugent la politique d'endettement adéquate.

Les Suisses ont des préférences nettes quant aux domaines dans lesquels il faut économiser ou dépenser. Ils réclament généralement des mesures d'économie dans les domaines de l'asile, de l'armée ou des services diplomatiques. La volonté d'économiser gagne du terrain, certains secteurs faisant exception. A l'inverse, la propension à dépenser a reculé dans presque tous les domaines et le nombre des domaines encore tabous est très limité (AVS et formation).

Les électeurs se considèrent comme les acteurs les plus crédibles de la politique financière. « Les milieux politiques ne doivent pas oublier que la Suisse est une démocratie directe et que les citoyens ne veulent pas renoncer à leur souveraineté sur les questions financières », a expliqué Claude Longchamp, président de la direction de gfs.bern. Hans-Rudolf Merz, notre ministre des finances est l'acteur individuel le plus crédible en la matière.

Nécessité d'une règle de financement durable pour les assurances sociales

Fidèles à une conception cohérente, les citoyens suisses envoient ainsi un signal fort aux milieux politiques. Aussi economiesuisse se trouve-t-elle confortée dans la défense d'une stratégie axée sur une quote-part de l'Etat et une quote-part fiscale basses, telles que les prévoient les Lignes directrices du Conseil fédéral. L'objectif consiste à doter l'Etat de finances équilibrées et efficaces, afin qu'il soit en mesure d'accomplir, sur la durée, ses principales tâches. A cet effet, l'endettement doit être maîtrisé. Le souverain a largement accepté le frein à l'endettement en 2001 déjà. La règle complémentaire désormais proposée par le Conseil fédéral permettrait de corriger un autre défaut du système. Toutefois, si l'on souhaite atteindre l'objectif d'une politique véritablement durable, il faudrait compléter le dispositif par la règle de financement durable pour les assurances sociales élaborée par economiesuisse et l'Union patronale suisse. Selon Pascal Gentinetta, président de la direction d'economiesuisse, c'est le seul moyen de prévenir l'endettement des assurances sociales et l'éviction de domaines tels que la formation ou les transports.

Il convient de garder à l'esprit la position des citoyens au moment de gérer la crise financière. Les programmes d'impulsion ne doivent être admis qu'à condition de respecter le frein à l'endettement. Afin d'éviter les déficits structurels, il importe de définir à temps dans quels domaines l'Etat doit intervenir et dans lesquels son intervention n'est pas souhaitable. Promis de longue date, l'examen des tâches est plus que jamais une nécessité. C'est le seul moyen d'éviter de futurs programmes d'allègement douloureux et indésirables.

Selon Urs Rellstab, directeur suppléant d'economiesuisse, il est évident que l'actualité influence l'opinion. Toutefois, le moniteur financier montre aussi que l'opinion publique fait preuve de constance sur les questions de politique financière.

Pour toute question :
Roberto Colonnello
Téléphone : 044 421 35 35
roberto.colonnello@economiesuisse.ch

Conférence de presse

« **Moniteur financier 2008 : pour une politique financière économe** »

Mercredi 17 décembre 2008

Seul l'exposé prononcé fait foi

Relevé sismographique des souhaits de citoyens

Urs Rellstab, directeur suppléant

Madame, Monsieur,

Au cours des dix dernières années, economiesuisse a régulièrement réalisé des enquêtes sur les finances publiques en collaboration avec gfs.bern. Nous n'avons pas publié les résultats de ces enquêtes, car nous considérons que ce sont des outils de gestion internes. Au fil des ans, nous avons rassemblé un nombre considérable de données qui nous livrent des indications intéressantes sur l'opinion de la population en matière de politique financière. Nous souhaitons aujourd'hui rendre ces informations publiques et donner le coup d'envoi d'une publication qui paraîtra à un rythme régulier.

Le Moniteur financier permet de mieux comprendre la perception de la politique financière par l'opinion publique. Il révèle les attentes de la population et en trace l'évolution au fil du temps. Nous sommes conscients que la situation a changé depuis le dernier sondage au mois de mai. La crise financière et économique s'est aggravée. Cela influence certainement les attentes vis-à-vis de la politique financière publique. Toutefois, les données montrent aussi la constance de l'opinion publique au cours des dernières années. Le rejet clair de l'initiative sur l'AVS à la fin novembre montre que les citoyens sont toujours vigilants en matière de politique financière.

Les citoyens représentent aussi notre Etat. Ils se considèrent comme les plus crédibles en matière de politique financière. Par conséquent, les électeurs sont les vrais experts. Il nous paraît donc justifié de régulièrement donner la parole à ces experts à l'avenir. Dans cette optique, le moniteur financier vise à enregistrer tel un sismographe les fluctuations de l'opinion publique, fournissant ainsi des données importantes pour la définition des orientations politiques. Les signaux clairs de la population doivent être pris en considération lors de la définition de la politique financière future.

Claude Longchamp, responsable de gfs.bern, présentera dans quelques instants les résultats de façon détaillée. Ensuite, **Pascal Gentinetta**, directeur d'economiesuisse, analysera les résultats du point de vue de l'économie.

Conférence de presse

« Moniteur financier 2008 : pour une politique financière économe »

Mercredi 17 décembre 2008

Seul l'exposé prononcé fait foi

Signal clair pour une politique financière économe

Pascal Gentinetta, président de la direction

Madame, Monsieur,

Le « Moniteur financier 2008 » est clair : une nette majorité des citoyens de notre pays sont fermement opposés à l'endettement. Ils attendent de l'Etat qu'il dépense leur argent avec prudence, qu'il se montre économe et qu'il corrige les déficits principalement en réduisant les dépenses. On peut résumer comme suit les résultats présentés dans le Moniteur financier 2008 :

- **Un Etat svelte, mais efficace** : La population souhaite un Etat efficace et plutôt svelte. Alors que 80 % des personnes sondées sont favorables à une affectation plus optimale des moyens disponibles, près des deux tiers d'entre elles considèrent également qu'une politique financière économe doit s'efforcer de réduire tant les dépenses que les impôts. Même si ce résultat constitue probablement une valeur record unique, il révèle une attitude claire à l'égard des institutions. La population souhaite que le rôle de l'Etat soit bien délimité et que celui-ci accomplisse les tâches centralisées de manière fiable. Des pans entiers de la population s'opposent depuis longtemps à un Etat trop débordant.
- **Eviter l'endettement est une priorité** : En Suisse, les dettes sont mal vues, que ce soit dans les périodes de croissance ou de ralentissement conjoncturel. Cela mérite d'être souligné, compte tenu du fait que d'autres pays pratiquent une politique d'endettement parfois massif. Les habitants de notre pays attachent de l'importance à l'équilibre du budget. En effet, en cas d'excédent budgétaire, 56 % de la population de notre pays estiment que les ressources excédentaires doivent être utilisées avant tout pour réduire la dette. Seuls 5 % de la population sont favorables à une augmentation des dépenses. A l'inverse, en cas de déficits, une menace qui risque de se concrétiser dans un avenir proche en raison du ralentissement de l'économie, une majorité écrasante des personnes sondées (85 %) estiment qu'il faut commencer par réduire les dépenses. Les hausses d'impôts sont l'instrument adéquat pour seulement 7 % des sondés, tandis que l'augmentation de la dette entre en ligne de compte pour tout juste 3 % d'entre eux.
- **Propension à l'économie en hausse** : Les Suisses ont des préférences nettes quant aux domaines dans lesquels il faut économiser ou dépenser. Traditionnellement, ils réclament davantage d'économies dans les domaines de l'asile, de l'administration publique, de l'armée, des services diplomatiques et de l'aide au développement. A l'inverse, l'AVS et la formation figurent parmi les domaines dans lesquels les dépenses pourraient augmenter. Toutefois, les citoyens ne soutiennent pas aveuglément tous les projets d'extension, comme l'a montré récemment le rejet ferme de l'initiative sur l'AVS. Si on considère une période plus longue, on constate que la propension à l'économie de la population a sensiblement progressé au cours de

ces dernières années. De plus en plus de personnes pensent que l'Etat doit dépenser moins. La volonté d'économiser gagne du terrain, excepté dans certains domaines (construction des routes, agriculture et système de santé). A l'inverse, la propension à dépenser a reculé dans presque tous les domaines et le nombre des domaines encore tabous est très limité.

La population envoie donc un signal fort aux milieux politiques. Elle est fidèle depuis des années à une image cohérente aux contours nets, ce n'est pas une réaction à une situation économique ou politique spécifique.

Quelles conclusions peut-on en tirer ?

- La **stratégie d'une quote-part de l'Etat et d'une quote-part fiscale basses** – telle qu'elle est ancrée dans les Lignes directrices des finances fédérales du Conseil fédéral – est largement approuvée par la population et doit donc être appliquée dans la politique. Il ne s'agit pas d'empêcher l'Etat d'agir. Au contraire, l'objectif est de parvenir à un Etat financièrement équilibré et efficient, qui soit à même d'accomplir ses tâches principales sur la durée.
- Afin de maîtriser l'endettement, il faut mettre en place les **instruments institutionnels** adéquats : les électeurs confirment leur refus de voir l'endettement augmenter. Le **frein à l'endettement** a été accepté à une écrasante majorité en décembre 2001 déjà. La **règle complémentaire** proposée par le Conseil fédéral permettrait de corriger un autre défaut du dispositif, à savoir empêcher que les dépenses extraordinaires soient financées par l'endettement. Nous devons encore introduire une **règle de financement durable** pour les assurances sociales. C'est notre devoir vis-à-vis des générations futures. A ce moment-là, tous les défauts du dispositif fédéral seraient corrigés. Après le rejet cinglant de l'initiative sur l'AVS, la balle est maintenant dans le camp du Conseil fédéral et du Parlement. Ce sont eux qui peuvent mettre en œuvre dans la loi la règle de financement durable élaborée par Economiesuisse et l'Union patronale suisse. Cette règle permettrait de prévenir l'endettement des assurances sociales et l'éviction par la prévoyance sociale de domaines importants pour la politique de croissance, comme la formation ou les transports. Par son refus clair d'une augmentation de l'endettement de l'Etat, la population montre aux milieux politiques la voie à suivre en matière de programmes d'impulsion : ces derniers sont envisageables dans la mesure où ils respectent le frein à l'endettement, à l'instar des mesures de stabilisation prévues par le Conseil fédéral. La population verra probablement d'un mauvais œil les programmes d'impulsion exagérés – financés par un endettement supplémentaire ou des hausses d'impôts.
- Si, en raison des **conséquences de la crise des marchés financiers** et de la crise économique, on peut partir du principe que les recettes fiscales reculeront à moyen terme et que la Confédération verra ses ressources diminuer, l'**examen des tâches** promis par le Conseil fédéral de longue date est plus que jamais une nécessité. Afin d'éviter les déficits structurels, il importe donc de définir à temps dans quels domaines l'Etat doit intervenir et dans lesquels son intervention n'est pas souhaitée. Dans ce cadre, il doit régler le problème de l'éviction par les assurances sociales des autres domaines de tâches. C'est le seul moyen d'éviter des **programmes d'allègement** douloureux et indésirables.

En guise de conclusion, on peut dire qu'une grande majorité des électeurs exigent une politique financière économe et s'opposent fermement à un alourdissement de la dette. Cette conclusion confirme des indications antérieures et montre qu'il ne faut pas augmenter les dépenses de façon incontrôlée même dans les périodes économiques difficiles. Je ne doute pas du fait que les milieux politiques verront les signaux clairs émis par la population et qu'ils en tiendront compte comme il se doit au moment de définir l'orientation de la politique financière et fiscale.

Medienkonferenz Finanzmonitor 2008

Bern, 17. Dezember 2008

Ein Seismograf der Bürgerwünsche

Urs Rellstab

Stv. Direktor economiesuisse

Resultate Finanzmonitor 2008

Claude Longchamp

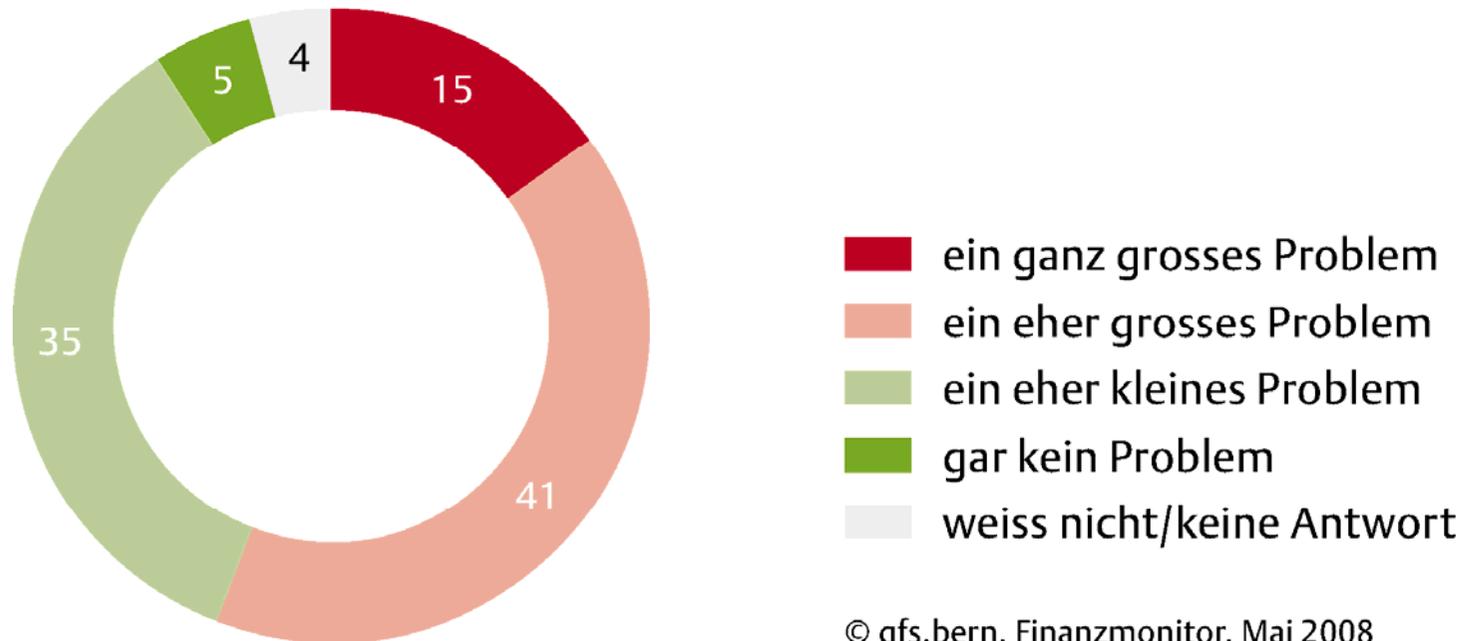
Vorsitzender der Geschäftsleitung gfs.bern

Lehrbeauftragter der Universität St.Gallen

Belastung durch Steuern

in Prozent Stimmberechtigter

„Sind ihre Steuerabgaben an Bund, Kantone und Gemeinden für Ihr Haushaltsbudget ein ganz grosses Problem, ein eher grosses Problem, ein eher kleines Problem oder gar kein Problem?“

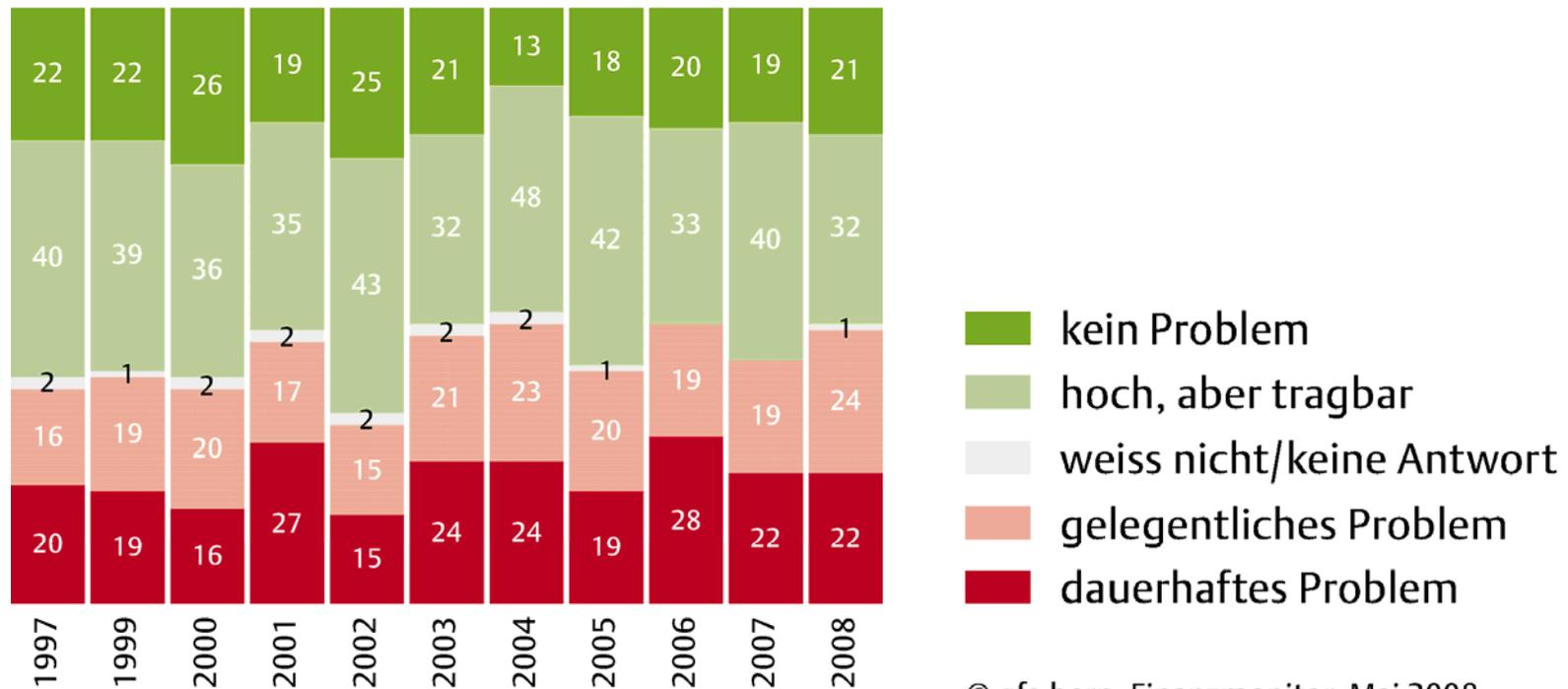


© gfs.bern, Finanzmonitor, Mai 2008

Belastung durch verschiedene Haushaltskosten: Steuern

in Prozent Stimmberechtigter

„Sagen Sie mir bitte für jeden der folgenden Ausgabenbereiche Ihres Haushaltes, ob er für Sie ein dauerhaftes oder gelegentliches Problem darstellt, welche Ausgaben Sie für hoch aber tragbar halten und welche Ausgaben für Sie gar kein Problem darstellen?“

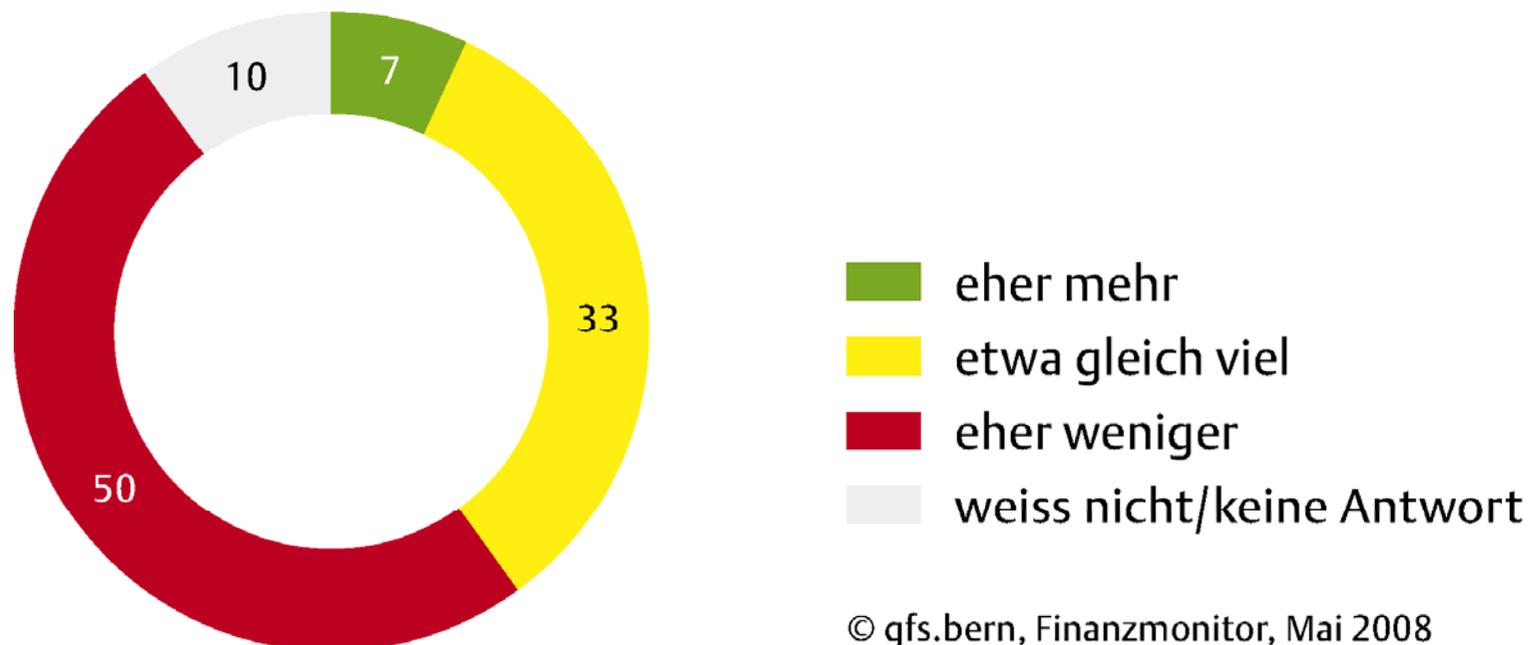


© gfs.bern, Finanzmonitor, Mai 2008

Verhältnis staatliche Leistungen – Steuerabgaben

in Prozent Stimmberechtigter

„Alles in allem, bekommen Sie vom Staat eher mehr, etwa gleich viel oder eher weniger an Leistungen, als Sie durch Ihre eigenen Steuern und Abgaben bezahlen?“

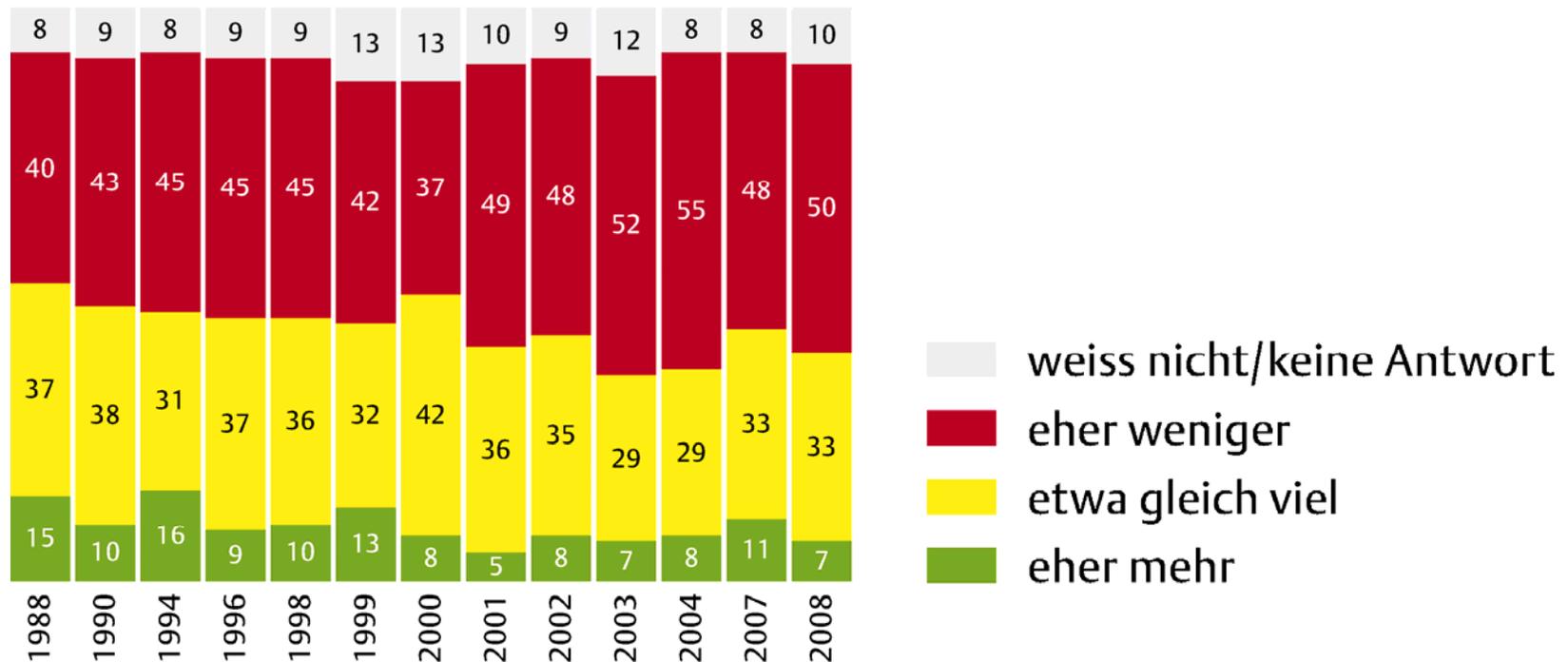


© gfs.bern, Finanzmonitor, Mai 2008

Trend Verhältnis staatliche Leistungen – Steuerabgaben

in Prozent Stimmberechtigter

„Alles in allem, bekommen Sie vom Staat eher mehr, etwa gleich viel oder eher weniger an Leistungen,
als Sie durch Ihre eigenen Steuern und Abgaben bezahlen?“



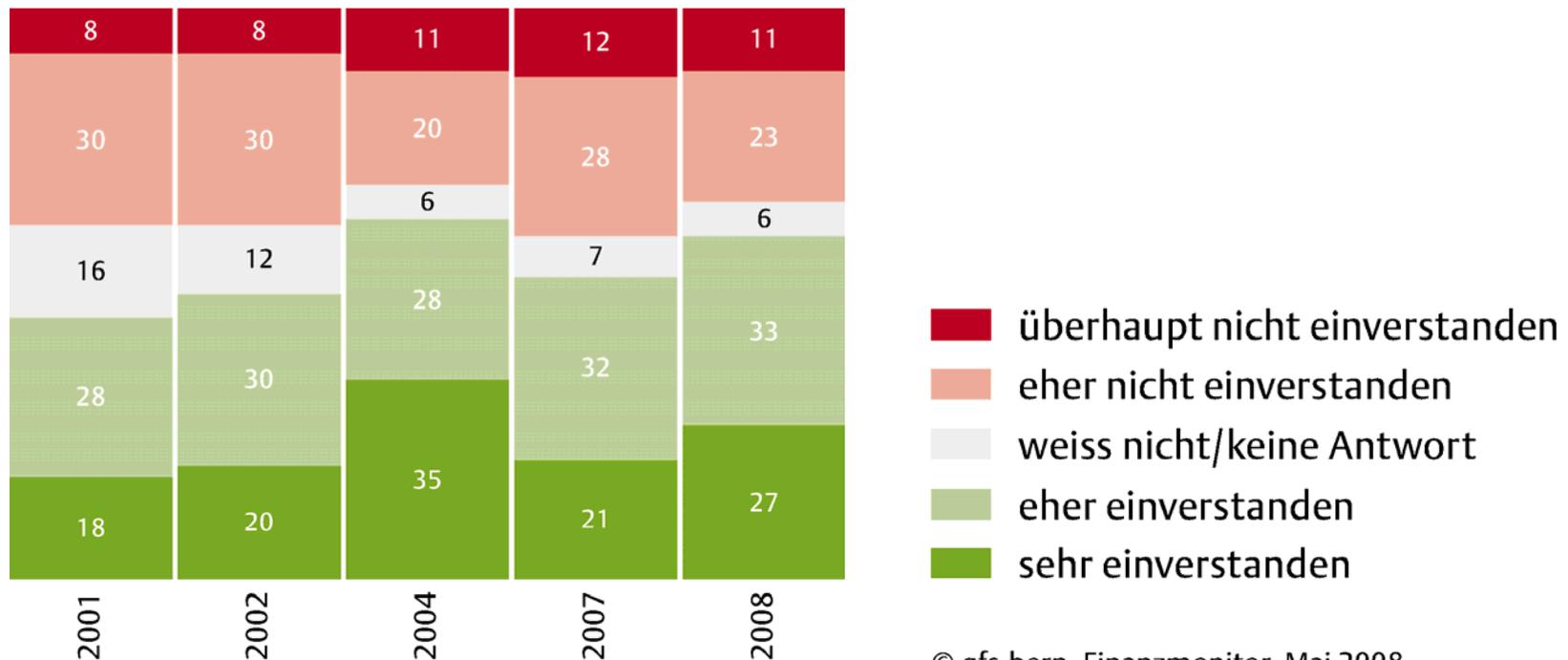
© gfs.bern, Finanzmonitor, Mai 2008

Trend Aussagen zu den Behörden: Ausgaben nicht im Griff

in Prozent Stimmberechtigter

„Wenn jemand folgendes sagt, sind Sie dann sehr einverstanden, eher einverstanden, eher nicht einverstanden oder überhaupt nicht einverstanden?“

„Die Behörden haben die öffentlichen Ausgaben ganz allgemein nicht im Griff.“



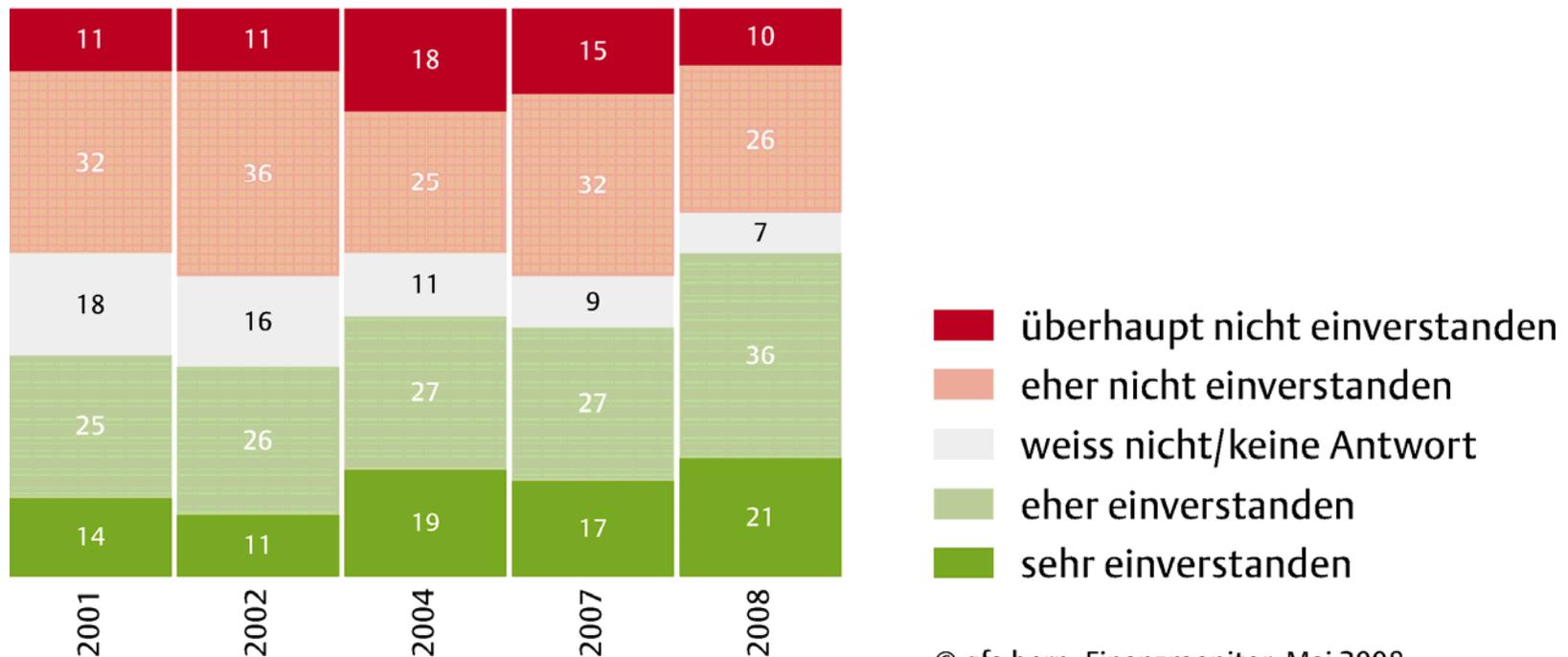
© gfs.bern, Finanzmonitor, Mai 2008

Trend Aussagen zu den Behörden: Vernachlässigung der Aufgaben

in Prozent Stimmberechtigter

„Wenn jemand folgendes sagt, sind Sie dann sehr einverstanden, eher einverstanden, eher nicht einverstanden oder überhaupt nicht einverstanden?“

„Die Behörden vernachlässigen wichtige Aufgaben des Staates.“

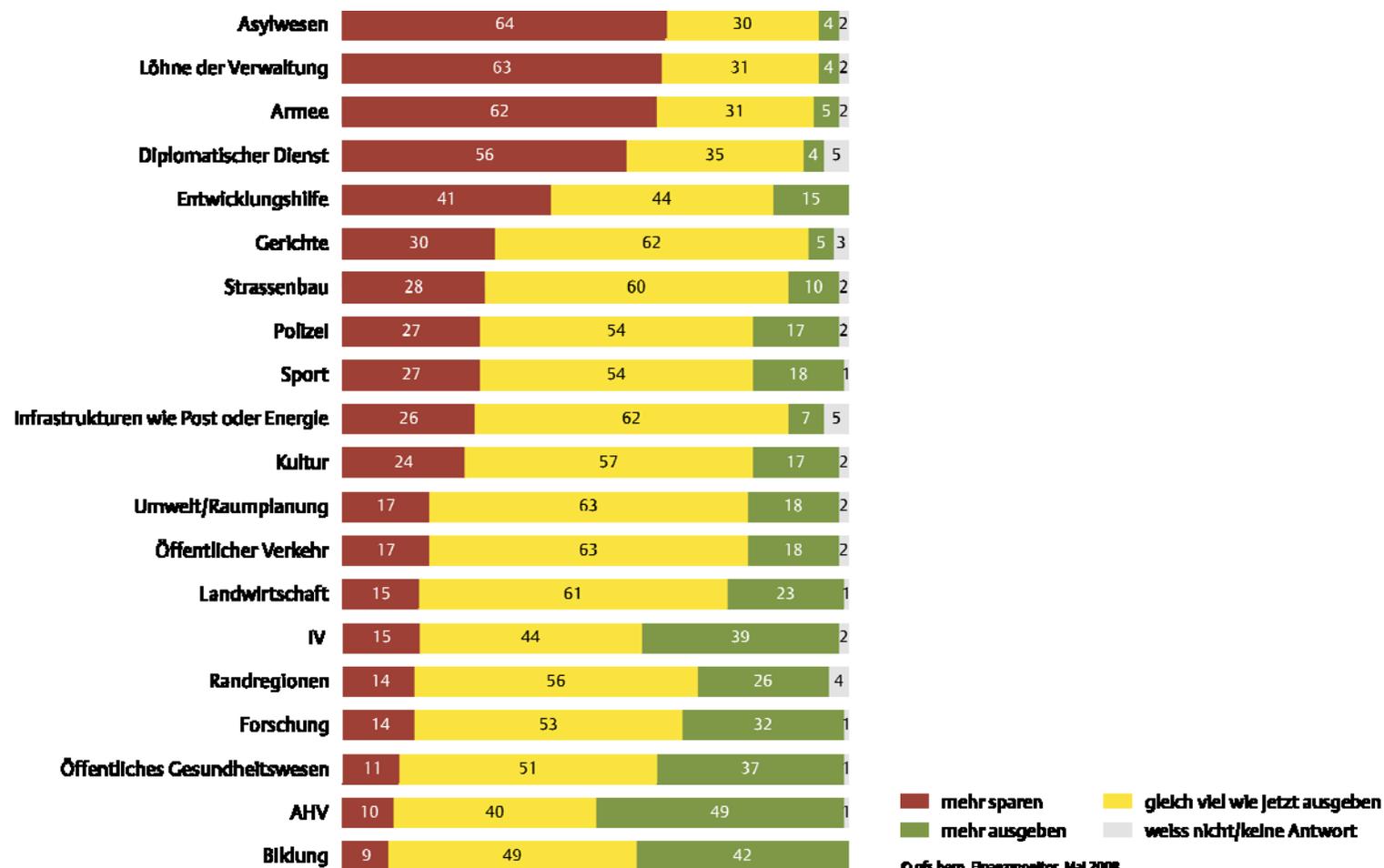


© gfs.bern, Finanzmonitor, Mai 2008

Öffentliche Ausgaben: mehr sparen

in Prozent Stimmberechtigter

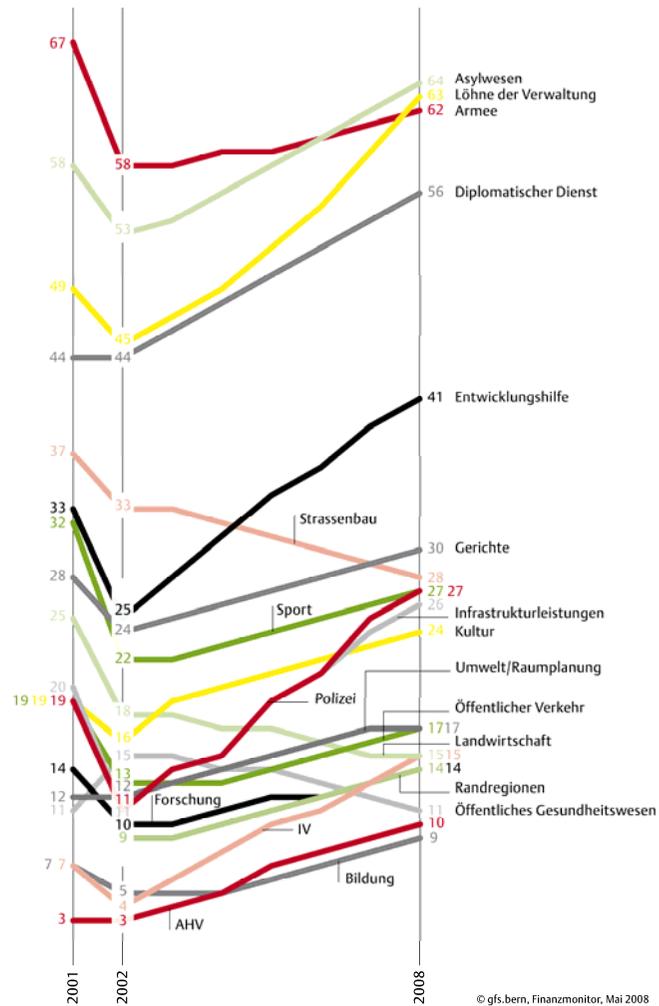
„Ich nenne Ihnen jetzt eine Reihe von Bereichen, wo der Staat Geld ausgibt. Sagen Sie mir bitte, ob Sie mehr sparen, gleich viel wie jetzt ausgeben oder ob Sie mehr ausgeben würden?“



Trend öffentliche Ausgaben: mehr sparen

in Prozent Stimmberechtigter

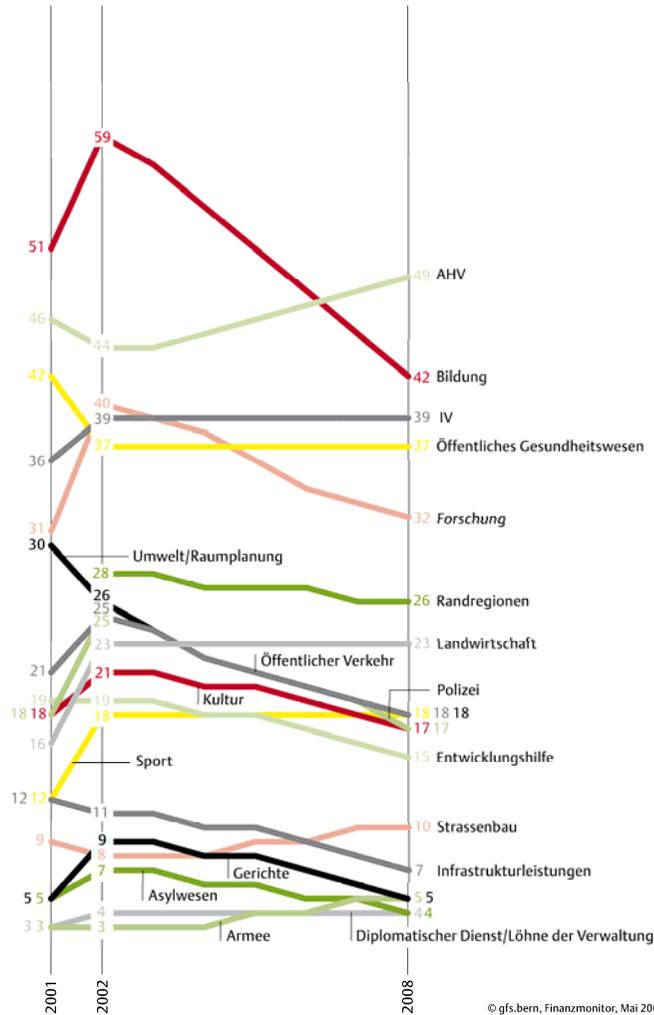
„Ich nenne Ihnen jetzt eine Reihe von Bereichen, wo der Staat Geld ausgibt. Sagen Sie mir bitte, ob Sie mehr sparen, gleich viel wie jetzt ausgeben oder ob Sie mehr ausgeben würden?“



Trend öffentliche Ausgaben: mehr ausgeben

in Prozent Stimmberechtigter

„Ich nenne Ihnen jetzt eine Reihe von Bereichen, wo der Staat Geld ausgibt. Sagen Sie mir bitte, ob Sie mehr sparen, gleich viel wie jetzt ausgeben oder ob Sie mehr ausgeben würden?“

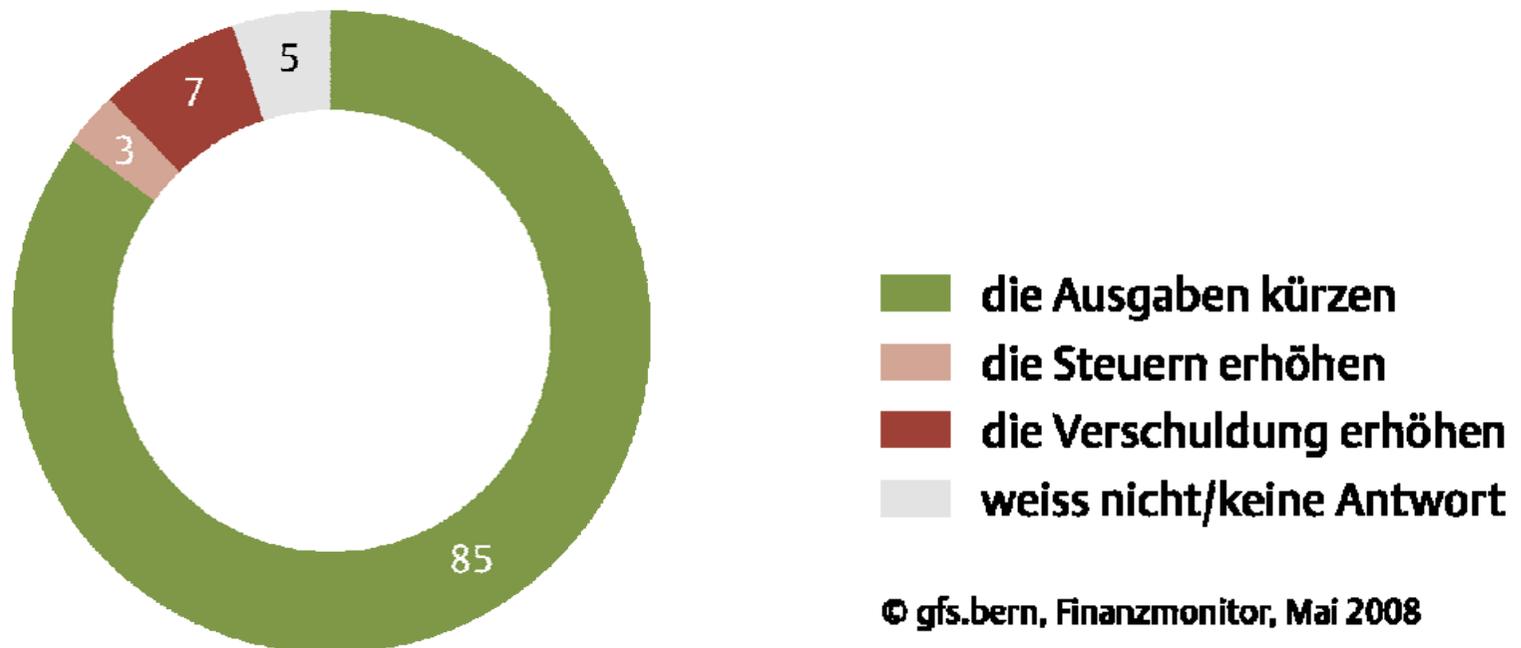


© gfs.bern, Finanzmonitor, Mai 2008

Umgang mit Defiziten im Staatshaushalt

in Prozent Stimmberechtigter

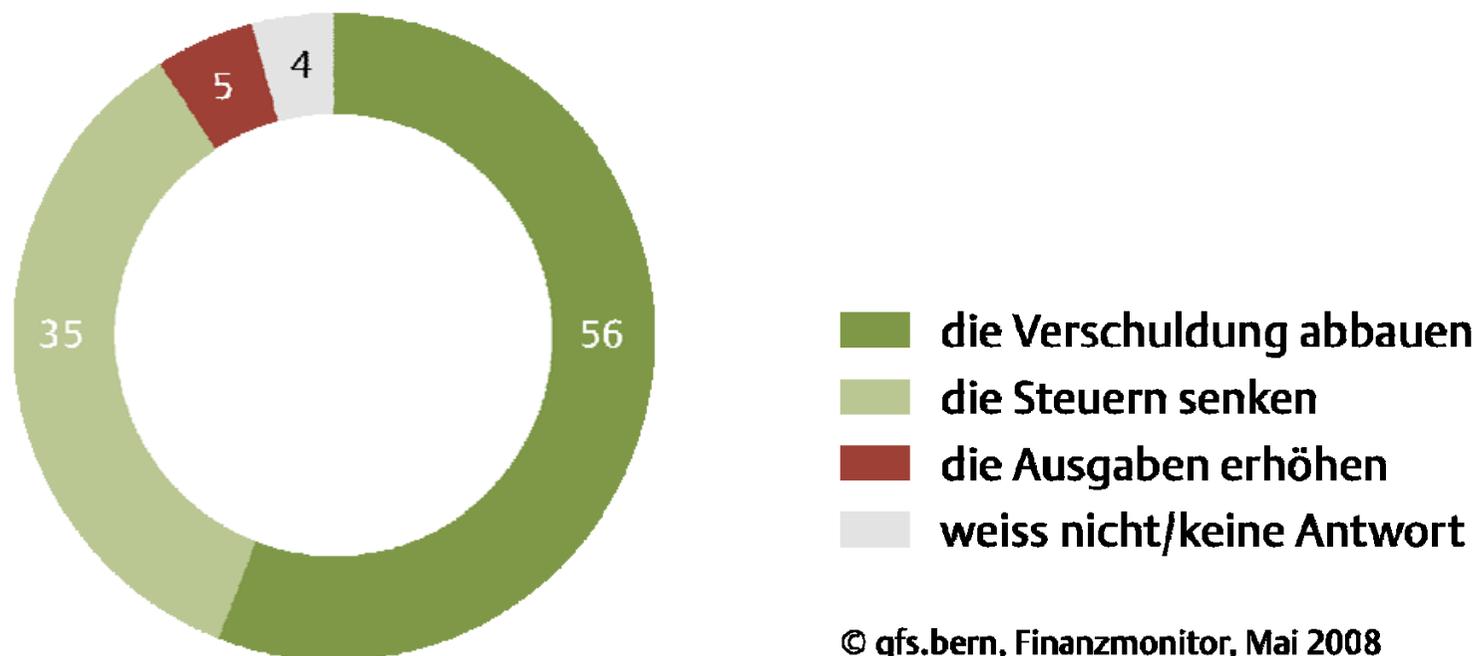
„Was soll Ihrer Meinung nach in erster Linie geschehen, wenn sich Defizite im Staatshaushalt abzeichnen?
Soll man als Erstes die Ausgaben kürzen, die Steuern erhöhen oder die Verschuldung erhöhen?“



Umgang mit Überschüssen im Staatshaushalt

in Prozent Stimmberechtigter

„Was soll Ihrer Meinung nach in erster Linie geschehen, wenn sich Überschüsse im Staatshaushalt abzeichnen?
Soll man als Erstes die Verschuldung abbauen, die Steuern senken oder die Ausgaben erhöhen?“



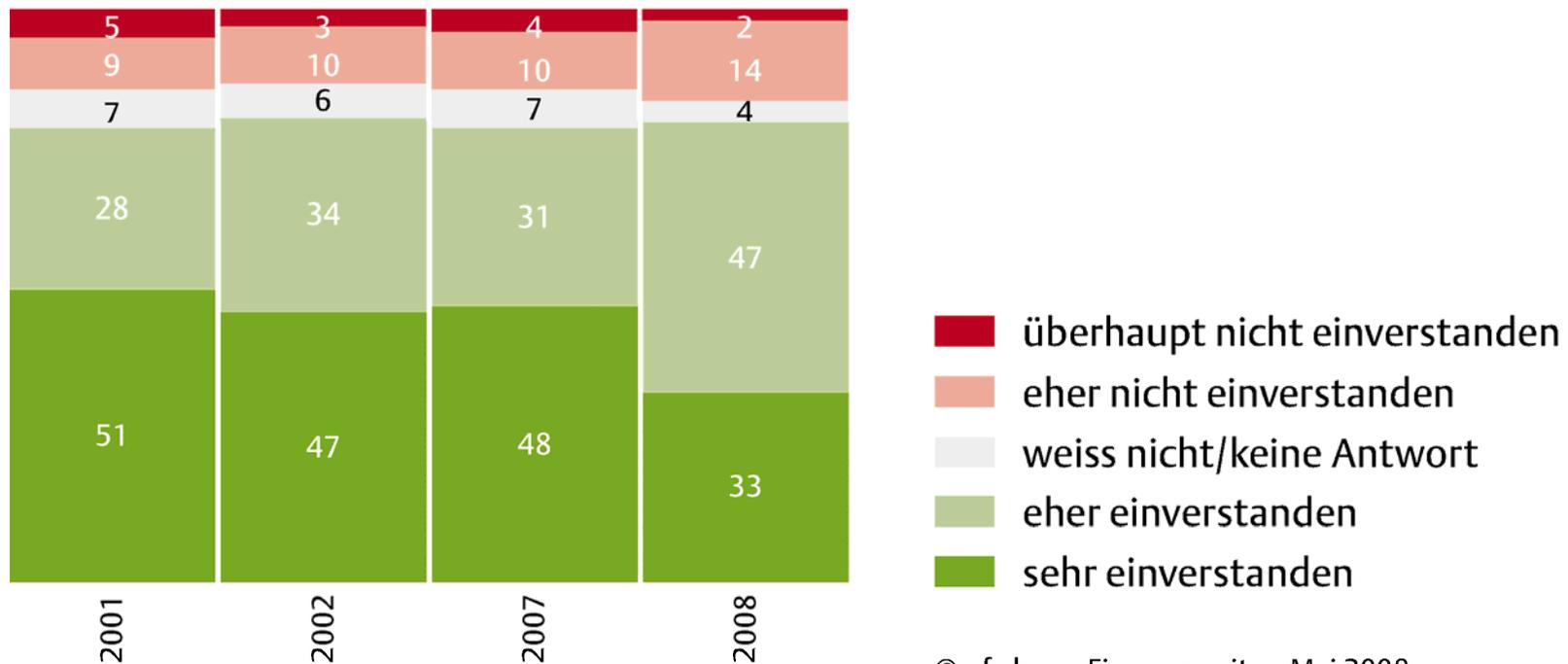
© gfs.bern, Finanzmonitor, Mai 2008

Trend Strategien Staatshaushalt: Aufgaben optimal lösen

in Prozent Stimmberechtigter

„Steuern dienen der Finanzierung von öffentlichen Ausgaben. Wenn der Staat mehr Ausgaben macht als er einnimmt, entsteht ein Defizit, wenn er mehr einnimmt als ausgibt, macht er einen Überschuss. Ich lese Ihnen jetzt eine Strategie vor, wie man damit umgehen kann. Sagen Sie mir bitte, ob Sie damit sehr einverstanden, eher einverstanden, eher nicht einverstanden oder überhaupt nicht einverstanden sind.“

„Die bestehenden Aufgaben ohne neue Einnahmen optimal lösen.“



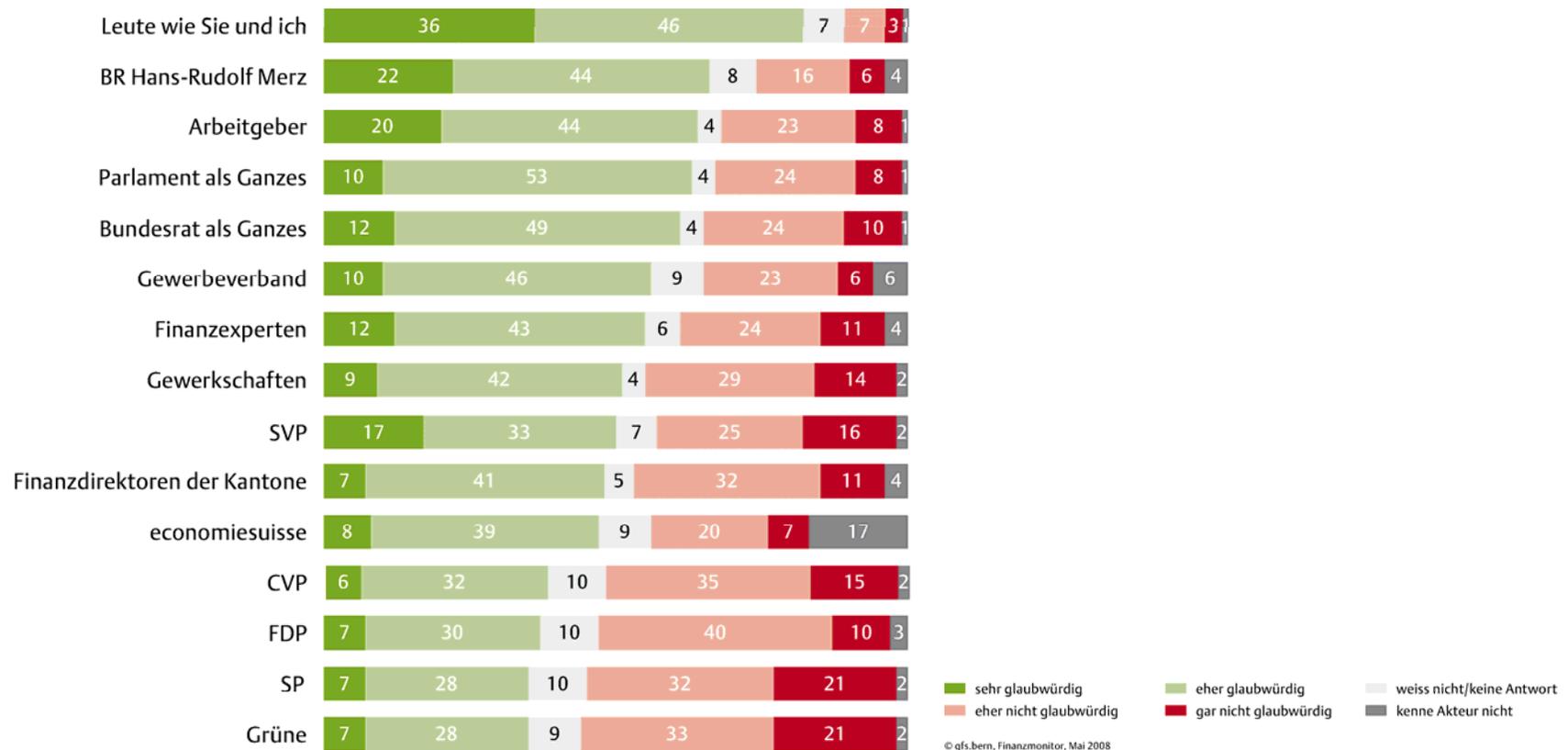
© gfs.bern, Finanzmonitor, Mai 2008

Glaubwürdigkeit

Akteure der Finanz- und Steuerpolitik

in Prozent Stimmberechtigter

„Ich lese Ihnen jetzt einige Akteure vor, und Sie sagen mir bitte jeweils, ob diese für Sie sehr glaubwürdig, eher glaubwürdig, eher nicht glaubwürdig oder gar nicht glaubwürdig sind, wenn es um Finanz- und Steuerpolitik geht. Wenn Sie einen Akteur nicht kennen, sagen Sie mir das ruhig.“



Klares Signal für eine haushälterische Finanzpolitik

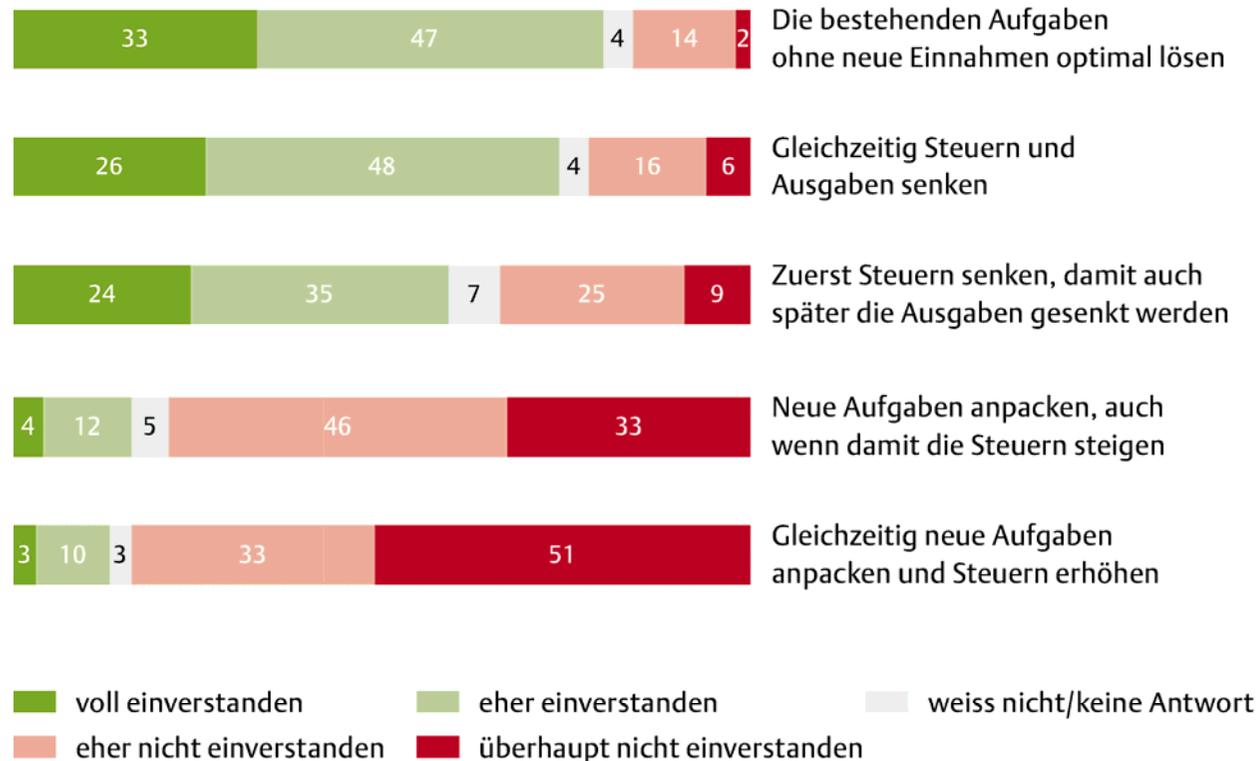
Pascal Gentinetta

Vorsitzender der Geschäftsleitung economiesuisse

I. Schlanker, aber effizienter Staat

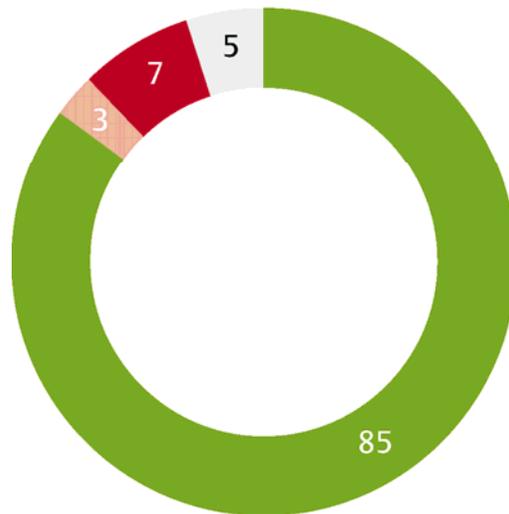
Strategien zur Finanzierung öffentlicher Aufgaben

in Prozent Stimmberechtigter



II. Vermeidung der Verschuldung vordringlich

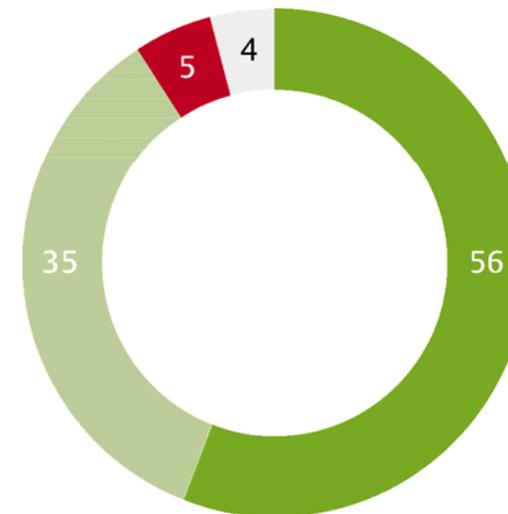
Umgang mit Defiziten im
Staatshaushalt
in Prozent Stimmberechtigter



- die Ausgaben kürzen
- die Steuern erhöhen
- die Verschuldung erhöhen
- weiss nicht/keine Antwort

© gfs.bern, Finanzmonitor, Mai 2008

Umgang mit Überschüssen im
Staatshaushalt
in Prozent Stimmberechtigter

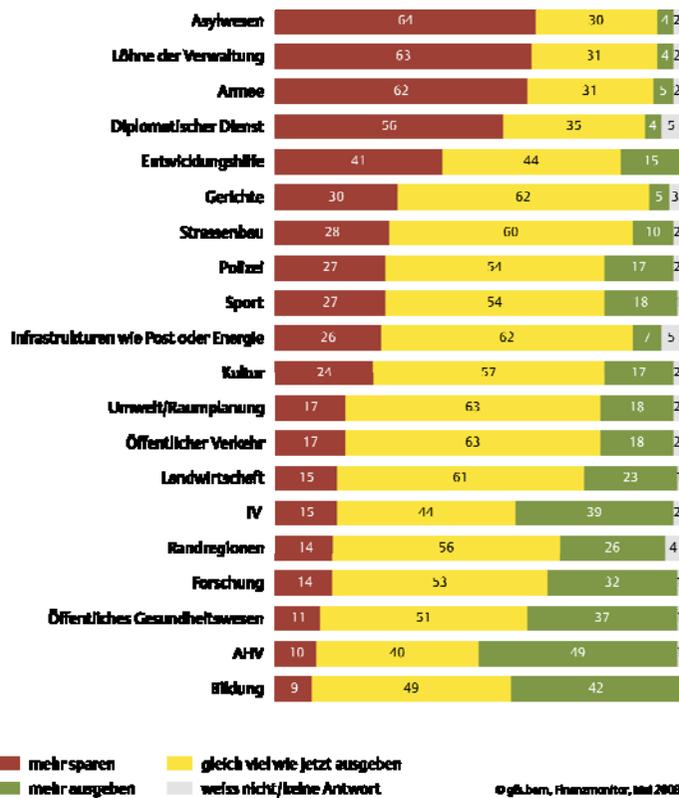


- die Verschuldung abbauen
- die Steuern senken
- die Ausgaben erhöhen
- weiss nicht/keine Antwort

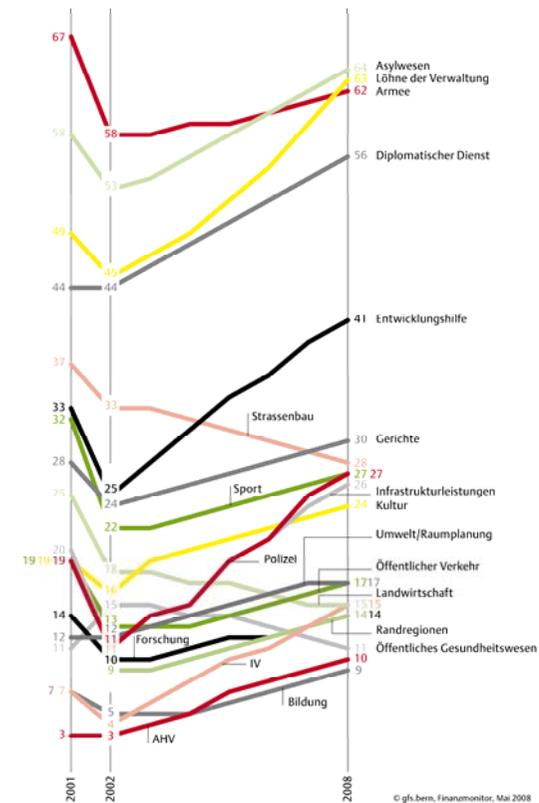
© gfs.bern, Finanzmonitor, Mai 2008

III. Steigende Sparneigung auf breiter Front

Öffentliche Ausgaben:
mehr sparen
in Prozent Stimmberechtigter



Trend öffentliche Ausgaben:
mehr sparen
in Prozent Stimmberechtigter



Schlussfolgerungen für die Politik

- Strategie der tiefen Staats- und Fiskalquote verfolgen
- Institutionelle Instrumente zur Vermeidung der Schuldenwirtschaft
 - bestehende Schuldenbremse
 - Ergänzungsregel für ausserordentliche Ausgaben
 - Nachhaltigkeitsregel für Sozialwerke
- Aufgabenüberprüfung

Claude Longchamp

moniteur financier
2008 pour une
politique financière
économe

Impressum

Cette publication paraît en français et en allemand

Rédaction: Vincent Simon, economiesuisse

Composition et production: Daniel Stähli, Visuelle Kommunikation, Zurich

Impression: Offset Holend AG, Zurich

Edition: décembre 2008

© economiesuisse 2008

Sur les questions de finances et d'impôts, chacun a son mot à dire. Mais bien plus encore que la possibilité de s'exprimer, chaque citoyen suisse détient celle de changer le cours des choses. Cette prérogative politique de haute tradition crée des compétences, très clairement révélées par le moniteur financier d'économiesuisse. Les acteurs que les sondés considèrent en effet comme les plus crédibles en matière financière et fiscale, ce sont «les gens comme vous et moi», c'est-à-dire eux-mêmes. Les experts attirés passent donc au second plan. Ce n'est pas sans raison. Les finances et les impôts touchent en effet le porte-monnaie de chacun, et sur ce point chacun est assurément le meilleur expert.

Le moniteur financier se prévaut de cette situation pour mettre les experts officiels sur le gril: Que pense le peuple de l'affectation de ses impôts? Comment la Confédération utilise-t-elle son argent? Quel est le poids de la charge fiscale? Bien sûr, personne, ou presque, ne paie volontiers ses impôts – 74% des personnes interrogées disent s'en acquitter de mauvaise ou de très mauvaise grâce. Mais elles sont tout de même neuf sur dix à considérer que c'est leur devoir. Elles souhaitent que cet État, où elles ont leur mot à dire, fonctionne!

Dans l'ensemble, l'enquête met en évidence l'étonnant bon sens de nos concitoyens et concitoyennes. Sur les questions financières, les personnes interrogées optent en effet très nettement pour la prudence et la modération. Les penchants de la population pour une politique financière prudente et économe se sont même sensiblement précisés ces dernières années.

Le gonflement de l'État préoccupe manifestement les citoyens. Interrogés sur diverses stratégies de politique financière et fiscale, une nette majorité d'entre eux réclame une contraction de l'appareil public: ils sont 74% à considérer aujourd'hui qu'il faut réduire à la fois les dépenses d'État et les impôts. Implicitement, c'est une incontestable condamnation de la progression constante des dépenses publiques.

Encore plus parlantes à cet égard sont les réponses à la question de savoir comment il convient de réagir aux déficits de l'État (question particulièrement d'actualité dans des périodes de ralentissement conjoncturel). Pas moins de 85% des personnes interrogées souhaitent en priorité réduire les dépenses, alors que 5% seulement optent pour une augmentation des impôts et que 7% acceptent la perspective d'alourdir la dette publique. Au demeurant, on est impressionné par l'homogénéité de ces résultats dans le temps.

Le moniteur financier contribue à mieux éclairer la politique financière. Il explique les besoins de la population en la matière et trace leur évolution dans le temps. Il continuera d'indiquer à l'avenir, tel un sismographe, la fluctuation des sensibilités à l'égard de la politique financière. Il fournira donc de précieux renseignements aux responsables politiques. Les signaux sans ambiguïté donnés par la population doivent absolument être pris en compte par les pouvoirs publics dans leurs choix financiers et fiscaux de demain.



Pascal Gentinetta
Président de la direction



Urs Rellstab
Directeur suppléant

	Le moniteur financier 2008 en bref	4
1	Introduction	
1.1	Mandat	8
1.2	Objectifs	8
1.3	Conception	8
1.4	Hypothèses de travail	9
1.5	Méthodes d'évaluation	10
1.6	L'équipe de recherche	10
2	Résultats	
2.1	Aperçu	11
2.2	Climat prédominant en matière fiscale et financière	11
2.3	Appréciation des principales stratégies financières de la Confédération	20
2.4	Évaluation des acteurs politiques par les sondés	27
3	Synthèse	29
	Annexe	32

Le moniteur financier 2008 en bref

Le moniteur financier (ci-après: le moniteur) se définit comme un système d'information qui entend éclairer, dans une optique transversale et (pour l'avenir également) longitudinale, des questions de politique financière d'intérêt vues par des hommes et des femmes de notre pays en âge de voter. Il est mis en œuvre par l'Institut de recherche gfs.bern pour le compte d'economiesuisse. En 2008, pour la première fois, 1010 hommes et femmes ayant atteint leur majorité civique ont été interrogés. Des valeurs ponctuelles comparables étant disponibles pour la période 2001 à 2007, certaines tendances peuvent être mises en évidence.

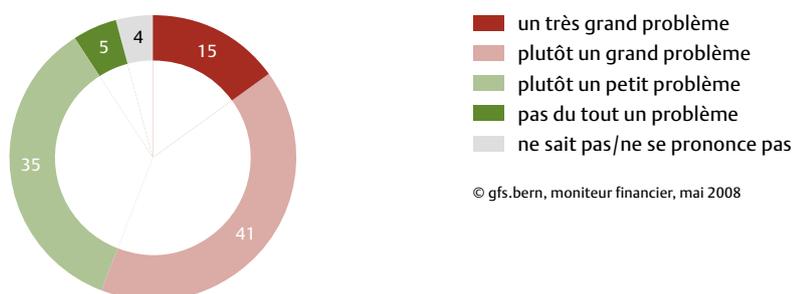
Une majorité des personnes interrogées se plaint du poids de la fiscalité subie. Ainsi, 15% des citoyens interrogés déclarent que le paiement des impôts constitue pour eux un «très grand problème», et 41% «plutôt un grand problème».

Graphique 1

«Pour le budget de votre ménage, les prélèvements fiscaux de la Confédération, des cantons et des communes représentent un très grand problème, plutôt un grand problème, plutôt un petit problème, ou pas du tout un problème?»

Poids de la fiscalité

en % des citoyens interrogés



Pas moins de 74% des sondés disent ne pas payer volontiers leurs impôts. Neuf sur dix estiment toutefois que c'est leur devoir. Ils sont 81% à payer leurs impôts «pour que l'État puisse fonctionner» et 71% à le faire «dans l'espoir qu'en contrepartie, l'État me laisse tranquille».

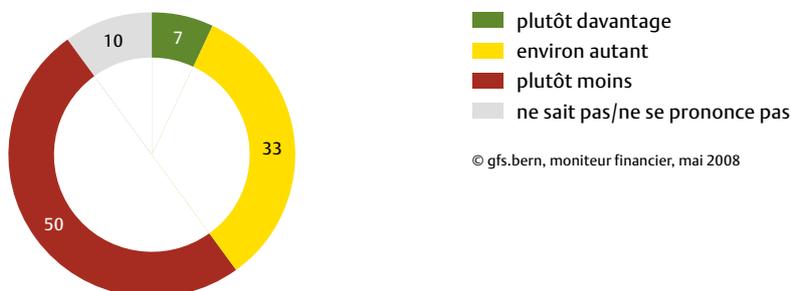
La moitié des citoyens suisses interrogés estiment qu'ils reçoivent de l'État des prestations inférieures à ce qu'ils lui ont versé en impôts. Sept pour cent seulement affirment le contraire. Pour un tiers des sondés, il y a équilibre entre les prestations de l'État et les sommes versées en impôts. Dans la perception du bilan des échanges entre le particulier et l'État, la note négative prévaut donc.

Pour l'État, l'appréciation des échanges a évolué négativement ces 20 dernières années. Dans cette évolution, le point le plus bas n'a toutefois pas été atteint en 2008, mais en 2004. Depuis lors, les valeurs négatives sont très largement stables.

Graphique 2

«L'un dans l'autre, recevez-vous plutôt davantage, environ autant ou plutôt moins de prestations que ce que vous avez payé en impôts et taxes?»

Relation entre prestations de l'État et effort fiscal en % des citoyens interrogés



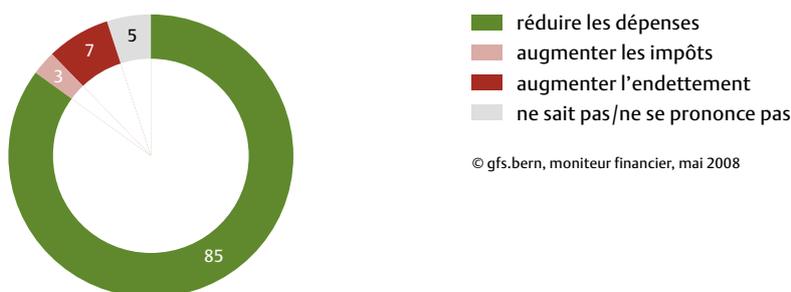
Sur dix citoyens interrogés, six estiment que l'État maîtrise mal ou ne maîtrise pas ses dépenses. Ils sont 57% à penser que les autorités négligent d'importantes tâches de l'État. On observe également une détérioration dans le temps pour ces deux appréciations. La perception des prestations que l'État doit fournir et des ressources dont il a besoin pour les fournir sont de moins en moins en harmonie dans l'opinion.

Les personnes interrogées estiment aujourd'hui que les principaux efforts d'économies de l'État devraient porter sur l'asile, l'administration, l'armée et le service diplomatique. Des majorités allant de 56 à 64% accepteraient en effet une baisse des dépenses publiques à ces rubriques. Par ailleurs, 49% des sondés souhaitent qu'on mette davantage d'argent à disposition de l'AVS.

Graphique 3

«À votre avis, que doit-on faire en premier lieu lorsque le budget de l'État est déficitaire? Doit-on augmenter l'endettement, réduire les dépenses, augmenter les impôts?»

Positions par rapport aux déficits publics en % des citoyens interrogés



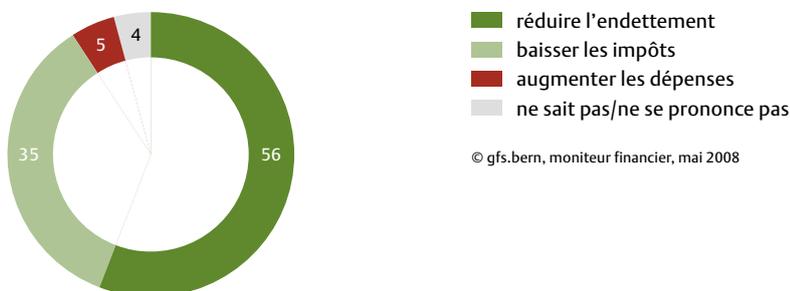
La majorité des citoyens interrogés estime qu'en cas de déficits il faut commencer par diminuer les dépenses publiques (ils sont 85% à en faire une priorité). Les options «augmenter l'endettement» ou «augmenter les impôts» suivent à large distance.

Lorsque le compte annuel de l'État est, au contraire, excédentaire, une majorité de citoyens considère qu'il faut en priorité réduire l'endettement.

Graphique 4

«À votre avis, que doit-on faire en premier lieu lorsque le budget de l'État est excédentaire? Faut-il réduire l'endettement, augmenter les dépenses ou baisser les impôts?»

Positions par rapport aux excédents publics
en % des citoyens interrogés



© gfs.bern, moniteur financier, mai 2008

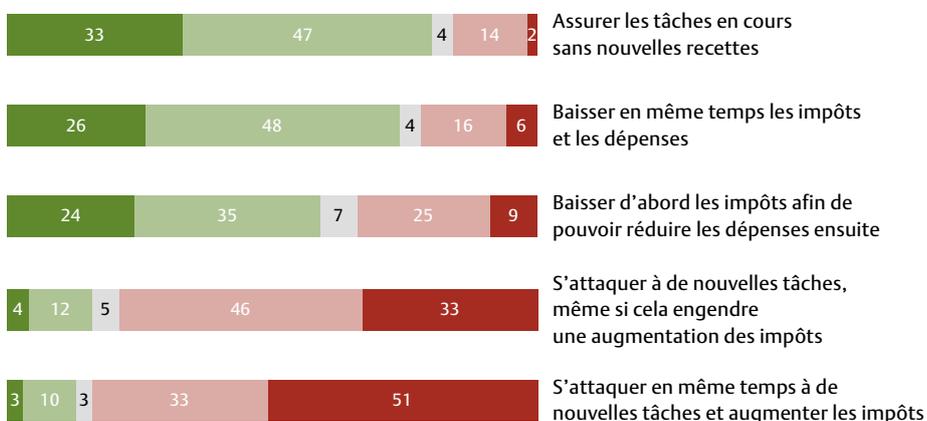
Sur l'ensemble des sondés, 56% préfèrent la réduction de l'endettement aux baisses d'impôts. Pas plus de 5% d'entre eux donnent la priorité à une augmentation des dépenses en cas d'excédent.

Dans l'appréciation de cinq stratégies de politique financière, celle qui consiste à accomplir au mieux les tâches en cours avec les ressources financières existantes reçoit les plus nombreux suffrages (80% des sondés étant «entièrement d'accord» ou «plutôt d'accord» avec elle). Dans cette rubrique, on ne discerne pas d'évolution nette dans le temps.

Graphique 5

«Les impôts servent à financer les dépenses publiques. Si l'État dépense davantage qu'il n'encaisse, il en résulte un déficit; s'il encaisse davantage qu'il ne dépense, il enregistre un excédent. Je vais vous lire quelques stratégies que l'on peut appliquer en la matière. Veuillez me dire pour chacune d'elles si vous l'approuvez entièrement, plutôt, plutôt pas ou pas du tout?»

Stratégies de financement des tâches publiques
en % des citoyens interrogés



entièrement d'accord plutôt d'accord ne sait pas/ne se prononce pas
plutôt pas d'accord pas du tout d'accord

© gfs.bern, moniteur financier, mai 2008

Près de trois quarts des sondés (74%) sont «entièrement d'accord» ou «plutôt d'accord» avec l'idée de réduire simultanément les impôts et les dépenses. Cinquante-neuf pour cent d'entre eux préfèrent également une diminution préalable des impôts pour resserrer les dépenses publiques. Avec le temps, on constate que ces deux options attirent de plus en plus les faveurs. Cette progression n'est toutefois pas le fait des personnes «entièrement d'accord», mais de celles qui sont «plutôt d'accord».

La stratégie qui consiste à augmenter simultanément les dépenses de l'État et à accroître les impôts est largement rejetée. Pas plus de 13% des sondés se déclarent en sa faveur. Ils sont 16% à opter pour la formule de tâches nouvelles suivies si nécessaire d'une augmentation des impôts.

Pour les personnes interrogées, l'acteur le plus crédible en matière financière et fiscale est le citoyen lambda («Des gens comme vous et moi»). À ce chapitre, on se fait suffisamment confiance à soi-même comme à ses concitoyens pour porter des jugements fondés sur cette question. Ensuite, les deux autres acteurs considérés ensuite comme les plus crédibles sont respectivement l'actuel ministre des finances Hans-Rudolf Merz et les employeurs.

Le parti qui se distingue le plus à cet égard est l'UDC. Une moitié environ des citoyens interrogés lui reconnaissent de la crédibilité sur le sujet. Laquelle lui est certes témoignée en bonne partie par ses propres membres, mais aussi par des personnes venant d'autres horizons. En politique financière et fiscale, en revanche, le PRD convainc surtout ses propres électeurs, mais guère au-delà. Même constat pour le PDC. Enfin le PS jouit tout particulièrement de la confiance des personnes qui affirment recevoir davantage de l'État que ce qu'elles lui donnent. La politique fiscale du PS trouve cependant peu d'adhésion en son propre sein.

1 Introduction

1.1 Mandat

Les moniteurs sont des systèmes d'information destinés à l'observation longitudinale. Les sciences sociales y recourent pour réunir des informations concernant des processus d'ordre sociétal, économique et politique.

Le moniteur que l'institut de recherche gfs.bern a mis en place pour le compte d'économie-suisse entend apporter des éclairages fiables, en comparaison transversale et longitudinale, sur des questions d'intérêt relevant de la politique financière suisse, vues par des hommes et des femmes de notre pays en âge de voter.

1.2 Objectifs

Le moniteur s'attachera à étudier, sur la durée, les éléments suivants:

- appréciation par les sondés de leurs impôts et du poids de leur charge fiscale,
- appréciation générale des impôts, de la manière dont les pouvoirs publics les régissent et des échanges avec le fisc,
- potentiels de développement et de réduction des finances publiques, en général et par domaines spécifiques.

Il est prévu de collecter ces données chaque année à partir de 2008.

1.3 Conception

Trois conditions doivent être réunies pour réaliser un observatoire construit sur des enquêtes:

- la constance des questions,
- la constance dans la formation de l'échantillon et
- la constance dans le mode d'enquête.

Ce dernier critère implique que l'on confie toujours et de préférence la réalisation de l'observatoire au même institut de recherche. Le second critère est conditionné par les données techniques qui figurent dans l'encadré ci-dessous. Enfin, le premier critère résulte d'une approche concertée entre le client et l'institut de recherche, gfs.bern se réservant le droit de décision final sur les questions de méthode.

L'enquête se déroule en entretien direct en face-à-face. Les enquêteurs et enquêtrices collectent les informations dans des lieux représentatifs, sélectionnés dans les trois régions linguistiques. Le choix des personnes interrogées tient compte de l'âge et du sexe, de telle sorte que l'échantillon corresponde à l'ensemble de base en modèle réduit.

Données techniques du moniteur financier 2008

Base:	électeurs et électrices
Zone d'enquête:	ensemble du territoire suisse, trois régions linguistiques
Mode d'enquête:	interview en face-à-face
Période d'enquête:	du 28 avril au 18 mai 2008
Type d'échantillon:	choix aléatoire des lieux, sélection par quotas des personnes (sexe, âge)
Taille de l'échantillon:	1010
Marge d'erreur:	+/- 3,1% à 50/50
Usage:	destiné à la publication

Le moniteur se voulant un instrument financier, c'est à dessein que l'enquête se limite à sonder des électeurs et électrices. Il prend ainsi pour référence des personnes, citoyens et citoyennes, qui jouent un rôle dans les décisions politiques.

Données techniques des enquêtes précédentes, également prises en compte dans l'observatoire financier

Année	Institut / Client	Collecte des données	Taille de l'échantillon	Période
2007	gfs.bern / economiesuisse	CATI at random	1040	Du 8 au 21 janvier 2007
2004	gfs.bern / economiesuisse	CATI at random	1000	Du 12 au 23 janvier 2004
2002	Institut de recherche gfs / economiesuisse	CATI at random	1027	Du 23 janvier au 6 février 2002
2001	Institut de recherche gfs / economiesuisse	CATI at random	1035	Du 24 juillet au 13 août 2001

Le monitoring financier proprement dit commence avec la présente édition. Le concept a été spécialement établi à cet effet. Dans certains domaines partiels, nous disposons d'ores et déjà de résultats que nous avons analysés en lien avec le monitoring des paquets financiers. Nous les intégrons ici aussi, pour autant que les conditions de l'analyse longitudinale soient effectivement réunies.

1.4 Hypothèses de travail

En vue des analyses transversales, nous avons adopté trois hypothèses de travail:

Les positions adoptées sur les questions financières dépendent de trois facteurs:

- premièrement des intérêts individuels qui découlent pour l'essentiel des conditions de revenus,
- ensuite des conceptions idéologiques liées aux appartenances politiques,
- et enfin des cultures politiques qui déterminent le rapport général à l'État, à ses institutions et à ses prestations.

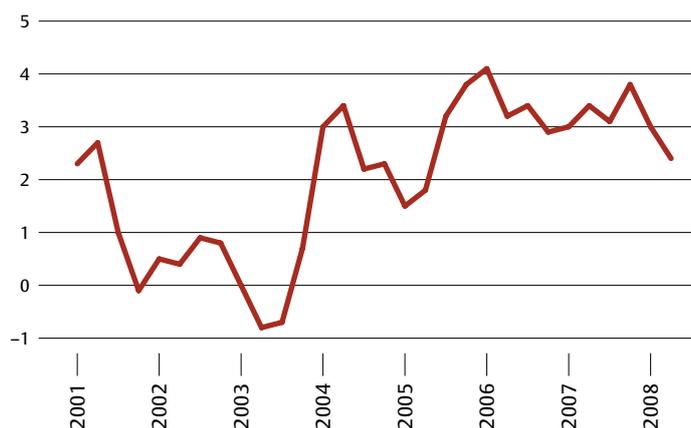
Des analyses cantonales ne sont pas possibles sur la base des valeurs statistiques. Étant donné que les cantons jouent un rôle essentiel dans les questions financières et fiscales, ils devraient être intégrés aux analyses dès que la base de données établie à partir d'études comparatives ultérieures est suffisante.

Ce qui nous intéresse surtout en ce qui concerne l'examen longitudinal, c'est le rapport entre la situation économique d'une part et l'évolution des opinions sur les questions financières et fiscales d'autre part.

Graphique 6

Évolution du PIB

en % par rapport à l'année précédente



© gfs.bern, moniteur financier, mai 2008, source: seco

La période sur laquelle porte le moniteur s'étend de 2001 à 2008. Pour évaluer l'évolution de la conjoncture pendant ces années, nous recourons en premier ressort au produit intérieur brut (PIB), plus précisément à son évolution par rapport à l'année précédente. Cet indicateur permet de dégager la situation économique dans ses grandes lignes.

1.5 Méthodes d'évaluation

Les évaluations se font en plusieurs étapes. Dans un premier temps, nous avons évalué toutes les questions selon la méthode des distributions marginales. Nous avons élaboré les tableaux croisés nécessaires pour tester les hypothèses de travail. Nous avons évalué les différences observées au moyen de tests de signification. Puis nous avons poursuivi le travail sur la base des différences statistiques pertinentes.

Dans une deuxième étape, nous avons comparé les résultats obtenus avec ceux d'enquêtes antérieures contenant des questions identiques. Enfin, la troisième démarche a consisté à élaborer les graphiques des résultats pertinents.

1.6 L'équipe de recherche

L'équipe de recherche était placée sous la direction de Claude Longchamp, spécialiste de sciences politiques, directeur d'institut et chargé d'enseignement à l'Université de Saint-Gall. La direction opérationnelle du projet a été confiée à Matthias Bucher, psychologue social. Stephan Tschöpe a assuré l'analyse des données et Silvia-Maria Ratelband-Pally s'est chargée de l'élaboration graphique des résultats.

Du côté d'economiesuisse, c'est Urs Rellstab, responsable des campagnes, qui a été notre principal interlocuteur.

2 Résultats

2.1 Aperçu

La présentation des résultats est subdivisée en trois chapitres:

- le climat prédominant en matière fiscale et financière (2.2)
- l'appréciation des principales stratégies de la politique financière de la Confédération (2.3)
- l'évaluation par les sondés des acteurs de la politique financière et fiscale (2.4)

Dans chaque chapitre, nous présentons les principaux résultats, les clarifications de détail et, pour autant qu'elles existent, les comparaisons dans le temps. Chaque chapitre se termine par un bilan intermédiaire qui précède la synthèse finale.

2.2 Climat prédominant en matière fiscale et financière

2.2.1 Attitudes face à l'impôt

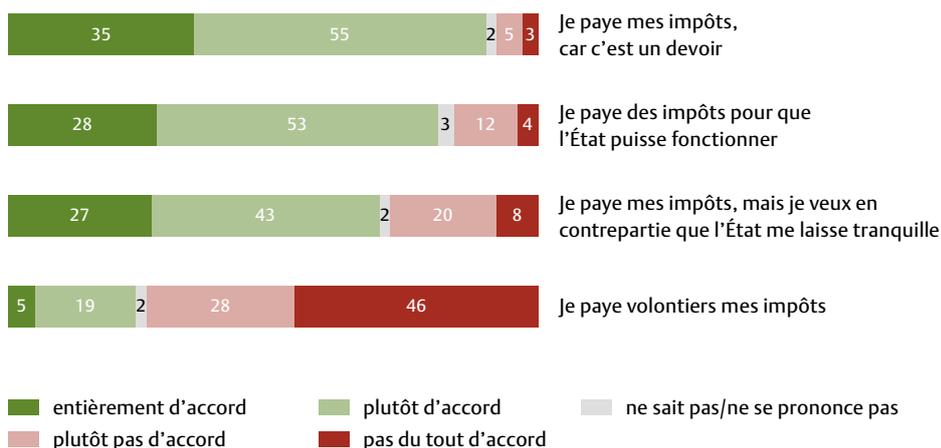
Les gens paient surtout leurs impôts par sens du devoir. Sur le total des personnes interrogées, 90% sont pleinement ou plutôt d'accord avec cette affirmation, 8% refusent cette optique. Les contribuables sondés sont 81% à affirmer plus ou moins expressément payer leurs impôts pour que l'État puisse accomplir ses tâches. Le fonctionnement de l'État est ainsi la deuxième raison de payer des impôts.

Graphique 7

«Si quelqu'un émet l'affirmation suivante, êtes-vous entièrement d'accord, plutôt d'accord, pas vraiment d'accord ou absolument pas d'accord avec elle?»

Attitudes face à l'impôt

en % par rapport à l'année précédente



© gfs.bern, moniteur financier, mai 2008

Après avoir payé leurs impôts, 70% cent des contribuables disent avec plus ou moins de netteté qu'ils souhaitent que l'État les laisse tranquilles. Enfin, 74% ne paient pas volontiers leurs impôts ou pas très volontiers. C'est le contraire qui se produit dans 24% des cas environ.

Payer des impôts fait donc partie des normes très largement ancrées dans la population. Le sentiment du devoir est toujours très présent dans l'accomplissement de cette tâche citoyenne. Mais cela ne veut pas dire pour autant que les contribuables se définissent comme des citoyens ou des citoyennes actifs politiquement. Pour eux, le fait de payer se résume au devoir d'apporter leur contribution au fonctionnement de la communauté. Toutefois, la plupart des sondés ne souhaitent pas renoncer à exercer, au besoin, leur droit de co-décision en matière fiscale.

2.2.2 Le poids subjectif des impôts

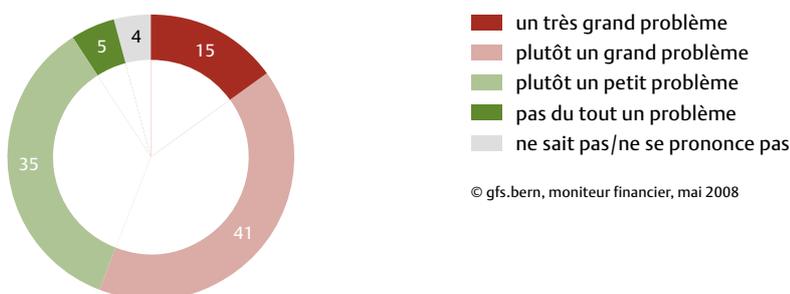
Parmi les personnes interrogées, 15% voient dans leur charge fiscale un problème très important. Elles sont 41% à la considérer comme un problème plutôt important. Sur dix contribuables, quatre déclarent n'éprouver aucune difficulté dans ce domaine. Quatre pour cent ont refusé de répondre à cette question.

Graphique 8

«Pour le budget de votre ménage, les prélèvements fiscaux de la Confédération, des cantons et des communes représentent un très grand problème, plutôt un grand problème, plutôt un petit problème, ou pas du tout un problème?»

Poids de la fiscalité

en % des citoyens interrogés



Ainsi, en 2008, une majorité de citoyens considèrent que les impôts fédéraux, cantonaux et communaux leur posent des problèmes budgétaires plus ou moins importants. Le climat est donc négatif de manière prédominante.

La charge fiscale dépend d'abord de l'appartenance à une couche socio-économique. Mais le lien de cause à effet en la matière n'a rien de linéaire. C'est dans les catégories de revenus les plus basses que les griefs sont les plus nombreux (67%), mais ils sont aussi supérieurs à la moyenne dans la classe moyenne supérieure (66%).

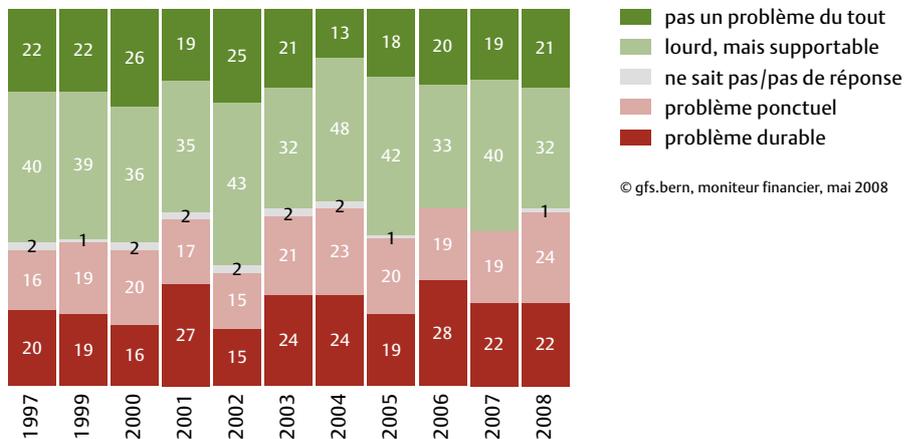
Les griefs relatifs aux impôts sont les plus répandus dans la base du PS. À ce niveau, 67% environ des personnes font des déclarations plus ou moins négatives. Chez les contribuables sans appartenance à un parti, la proportion s'élève à 59%. Suivent les adhérents au PRD (49%), au PDC (47%), à l'UDC (44%) et aux Verts (35%).

On constate de sensibles différences entre régions linguistiques. C'est en Suisse italienne que les plaintes sont les plus nombreuses. Suit la région francophone et, en dernier, les régions germanophones. Au Tessin, l'attitude est négative dans 81% des cas, en Suisse alémanique dans 49%.

Graphique 9

«Dites-moi, pour toutes les dépenses de votre ménage, lesquelles représentent un problème durable ou ponctuel, lesquelles représentent des charges lourdes mais supportables et lesquelles ne constituent pas du tout un problème?»

Évolution de la perception des dépenses du ménage: poids des impôts en % des citoyens interrogés



Il n'est pas possible de déterminer exactement l'évolution de la tendance dans le temps, car les catégories de réponses n'étaient pas toujours absolument identiques. Toutefois, abstraction faite des extrêmes, on constate dans l'ensemble une tendance négative. Le poids de la fiscalité s'alourdit. La proportion de ceux qui s'en plaignent a passé d'un bon tiers à près de la moitié des personnes interrogées.

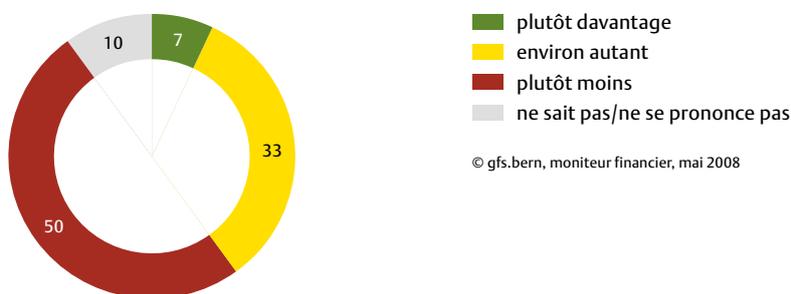
2.2.3 Perception des échanges entre les citoyens et l'État

La moitié des personnes interrogées estiment recevoir de l'État moins qu'elles ne lui versent sous forme d'impôts. Elles constatent un bilan négatif des échanges entre elles et l'État. Les contribuables qui voient les choses différemment représentent 7%. Ceux qui considèrent qu'il y a équilibre forment 33% de l'effectif. Un dixième des personnes interrogées ne parviennent pas à formuler une conclusion concrète. Là aussi, la perception est négative de manière prépondérante.

Graphique 10

«L'un dans l'autre, recevez-vous plutôt davantage, environ autant ou plutôt moins de prestations que ce que vous avez payé en impôts et taxes?»

Relation entre prestations de l'État et effort fiscal en % des citoyens interrogés

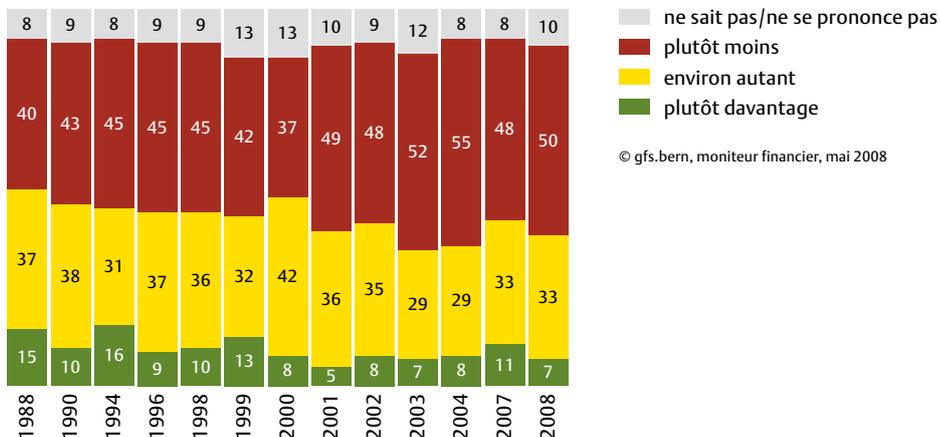


Les différences entre groupes sont ici plutôt faibles. Ce sont les différences de revenus qui expliquent les variations. Plus le revenu du ménage est élevé, plus il est vraisemblable que les gens se perçoivent comme des contributeurs nets. L'élément décisif est que la majorité de la classe moyenne a l'impression d'appartenir à cette catégorie.

Graphique 11

«L'un dans l'autre, recevez-vous plutôt davantage, environ autant ou plutôt moins de prestations que ce que vous avez payé en impôts et taxes?»

Évolution de la perception de la relation entre prestations de l'État et effort fiscal en % des citoyens interrogés



La part de ceux qui dressent un bilan défavorable s'est accrue avec le temps. Il y a 20 ans, leur proportion se situait à 40%; elle est aujourd'hui de 50%. Le chiffre le plus élevé a été enregistré en 2004, avec 55%. À l'inverse, le pourcentage de ceux qui se considèrent comme gagnants a diminué, passant dans la même période de 15 à 7%. La perception générale des échanges entre les individus et l'État s'est détériorée, ce qui fait que le bilan est aujourd'hui tout juste majoritairement négatif.

2.2.4 Comportement de l'État en général

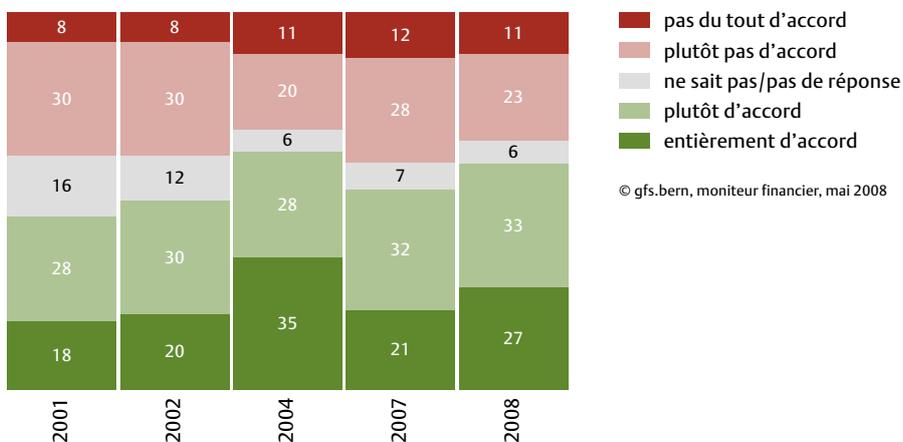
Sur le total des personnes interrogées, 60% sont plus ou moins d'avis que, d'une manière générale, l'État ne maîtrise pas ses dépenses. Elles sont 34% à estimer ce reproche totalement ou partiellement infondé. Le climat est donc aussi majoritairement négatif sur ce troisième indicateur.

Graphique 12

«Si quelqu'un émet l'opinion suivante, serez-vous totalement d'accord avec lui, plutôt d'accord, pas vraiment d'accord ou pas du tout d'accord?»

«De manière générale, les autorités ne maîtrisent pas les dépenses publiques.»

Évolution des opinions sur le comportement de l'État: dépenses non maîtrisées en % des citoyens interrogés



L'évolution dans le temps est négative. Les critiques étaient certes ponctuellement plus dures en 2004. Mais à l'exception de ce pic, la part de ceux qui se plaignent augmente presque continuellement.

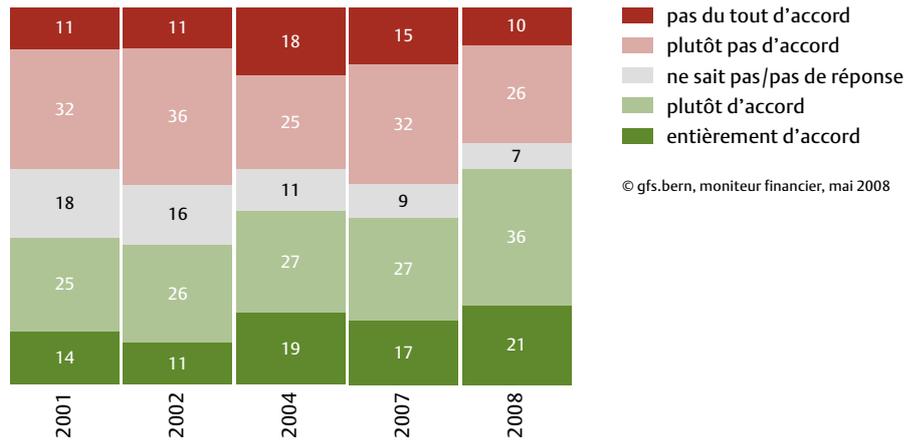
Les sondés sont 57% à estimer que l'État néglige tout ou partie de ses tâches. À l'évocation de ce reproche, 36% expriment leur désaccord total ou partiel. Le climat est donc aussi majoritairement négatif sur le quatrième indicateur.

Graphique 13

«Si quelqu'un émet l'opinion suivante, serez-vous totalement d'accord avec lui, plutôt d'accord, pas vraiment d'accord ou pas du tout d'accord?»

«L'État néglige d'importantes tâches.»

Évolution des opinions sur le comportement de l'État: tâches importantes négligées
en % des citoyens interrogés



Le climat s'est progressivement alourdi en termes d'insatisfaction. Alors que les insatisfaits représentaient 37% en 2002, ils sont aujourd'hui 57%. Les rapports de majorité/minorité se sont diamétralement inversés sur ce point.

2.2.5 Economies et dépenses de l'État

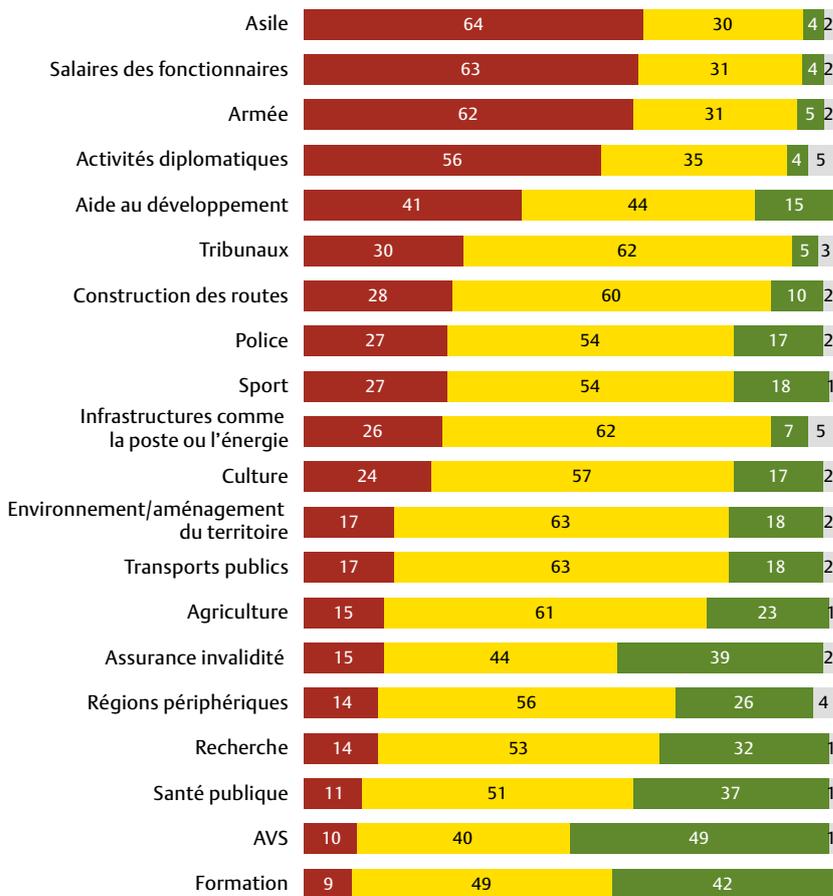
Si les contribuables devaient actionner eux-mêmes le levier des économies, la majorité le ferait dans quatre domaines: l'asile, les salaires des fonctionnaires, l'armée et les services diplomatiques. Trois personnes sur cinq environ sont d'avis que l'État devrait moins dépenser. Les sondés ne sont guère favorables à des dépenses supplémentaires; un tiers d'entre eux environ préconise le statu quo.

Graphique 14

«Je vais maintenant vous citer quelques domaines dans lesquels l'État dépense de l'argent. Veuillez me dire pour chacun de ceux-ci si vous économiserez davantage, autant qu'aujourd'hui ou si vous dépenseriez encore davantage.»

Dépenses publiques: plus d'économies

en % des citoyens interrogés



■ économiser plus ■ sans changement
■ dépenser plus ■ ne sait pas/pas de réponse

© gfs.bern, moniteur financier, mai 2008

Au chapitre de l'aide au développement, une majorité relative de 44% est d'avis que le niveau des dépenses actuelles est correct. Il en va de même pour les tribunaux, la construction des routes, la police, le sport, les prestations des infrastructures de la Poste ou du secteur de l'énergie, les transports publics, l'environnement et l'aménagement du territoire, l'agriculture, les investissements dans les régions périphériques, la recherche et la santé. Dans tous ces domaines, plus de la moitié des personnes interrogées considère le niveau actuel des dépenses comme adéquat.

Les contribuables prêts à défendre des dépenses supplémentaires mettraient la priorité sur l'AVS. Ils atteignent le chiffre record de 49%. Ils sont 42% à souhaiter voir l'État accroître ses dépenses dans le domaine de la formation; 37% sont du même avis pour l'AI. Dans ces trois cas, il n'y a pas de majorité pour soutenir le statu quo.

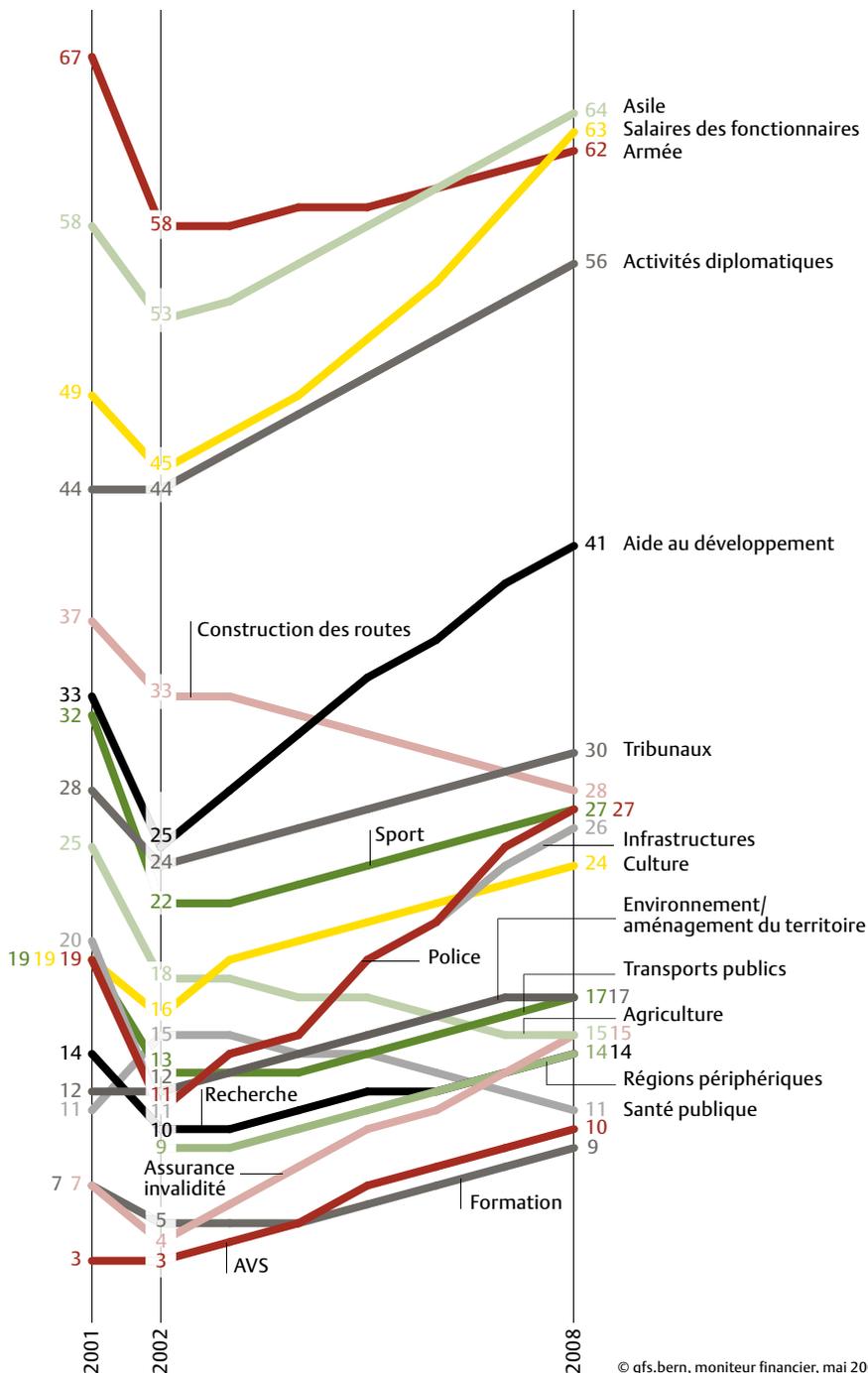
Les principales priorités en matière d'économies et de dépenses sont fonction des orientations politiques. Mais ce n'est pas l'appartenance à un parti qui compte, c'est plutôt l'appréciation personnelle des orientations gauche/droite. À droite, c'est l'asile et l'aide au développement qui viennent au premier rang des priorités lorsqu'il s'agit d'économies; la formation et la recherche sont un domaine tabou. À gauche, l'armée est le domaine par excellence où il faut économiser, tandis que l'AVS et l'AI ne figurent pas dans la liste.

Les réponses données quant à l'attitude souhaitée de la part de l'État en matière d'économies et de dépenses ne sont pas nécessairement en rapport avec l'importance du secteur de dépenses. Au contraire, les résultats sont fortement influencés par la vie au quotidien. Les sondés souhaitent plutôt davantage de dépenses dans les domaines où ils ressentent l'intervention de l'État dans leur vie de tous les jours et moins de dépenses là où cette relation est moins sensible.

Graphique 15

« Je vais maintenant vous citer quelques domaines dans lesquels l'État dépense de l'argent. Veuillez me dire pour chacun de ceux-ci si vous économiserez davantage, autant qu'aujourd'hui ou si vous dépenseriez encore davantage. »

Évolution des opinions en matière de dépenses publiques : plus d'économies en % des citoyens interrogés



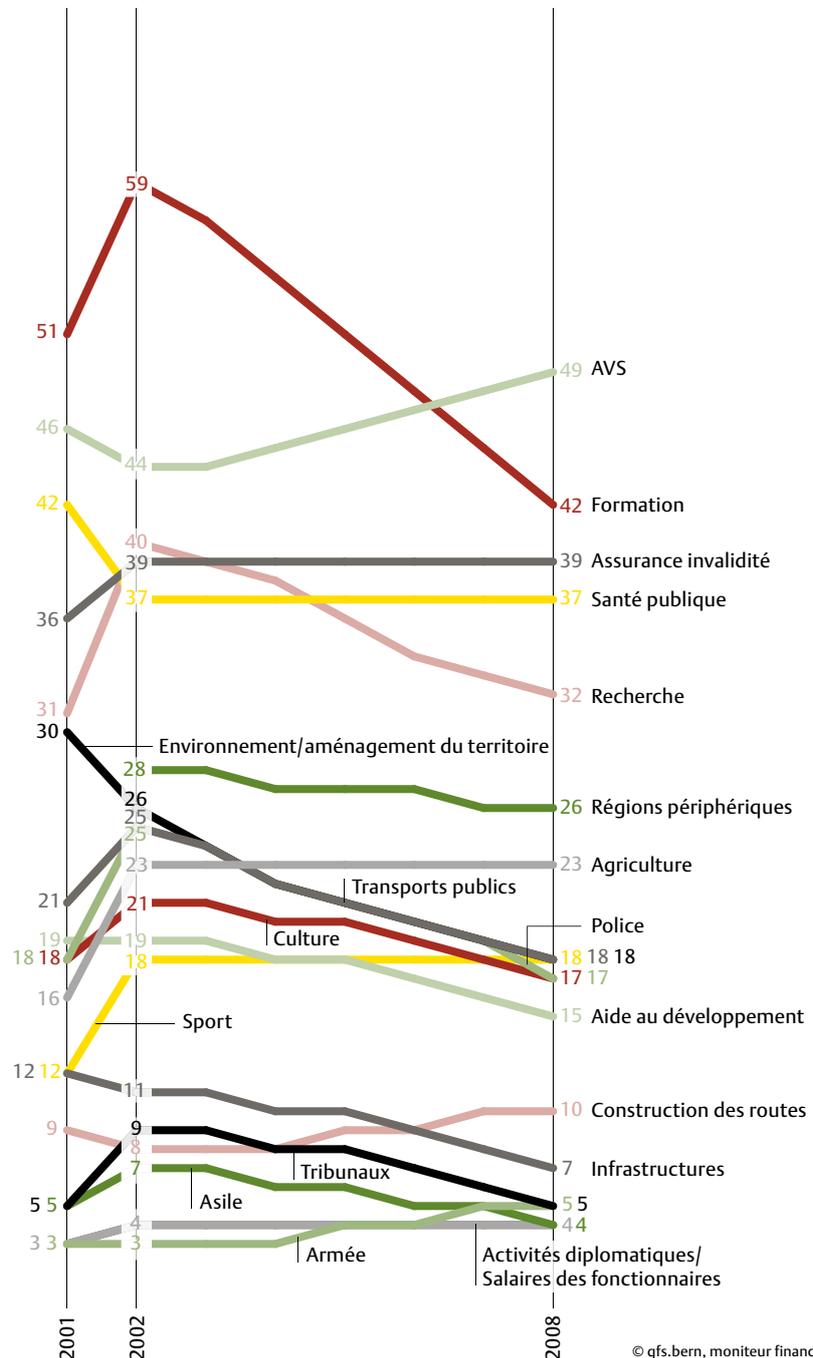
Les tendances ne sont pas identiques dans chaque cas. D'une manière générale, on peut dire que la tendance aux économies s'est accrue. C'est notamment le cas en ce qui concerne les salaires dans le service public et la coopération au développement. Par ailleurs, le nombre des secteurs tabous a diminué. En fait, cela concerne encore l'AVS. La propension à économiser est aussi en recul dans les domaines de la construction de routes, de l'agriculture et de la santé publique.

Les mêmes domaines politiques peuvent aussi être envisagés sous l'angle du désir de dépenses accrues. Les deux aspects ne sont pas directement complémentaires, parce qu'entre les deux positions, il peut encore y avoir des citoyens indécis.

Graphique 16

« Je vais maintenant vous citer quelques domaines dans lesquels l'État dépense de l'argent. Veuillez me dire pour chacun de ceux-ci si vous économiserez davantage, autant qu'aujourd'hui ou si vous dépenseriez encore davantage. »

Évolution des opinions en matière de dépenses publiques: plus de dépenses en % des citoyens interrogés



© gfs.bern, moniteur financier, mai 2008

Certains changements se sont produits dans les positions respectives des différents secteurs. Les principaux concernent l'AVS qui, en 2008, est venue se placer devant la formation. Un double mouvement explique ce phénomène: la volonté de s'exprimer sur l'AVS reste grande, alors que dans le cas de la formation, elle diminue. On retrouve une évolution analogue, quoique un peu moins marquée, dans le couple recherche et environnement/aménagement du territoire.

À l'inverse de la tendance générale, qui va dans le sens d'une baisse des dépenses, l'attitude relative à la construction de routes, notamment, évolue positivement. On note sur ce point une intention de dépenses à nouveau un peu plus forte que jusqu'ici, même si elle reste faiblement marquée.

2.2.6 Bilan intermédiaire

Le climat général en matière financière et fiscale est caractérisé par un scepticisme assez largement répandu. La pression fiscale est ressentie de manière croissante. Les gens se sentent de plus en plus perdants dans leur relation avec l'État et croient de moins en moins que ce dernier utilise ses ressources avec parcimonie; en même temps, on constate que l'État néglige de plus en plus ses tâches. En résumé, l'impression grandit que l'État baisse les bras, tout particulièrement en matière financière et fiscale.

Payer des impôts est ressenti comme un devoir et une contribution au fonctionnement de l'État. Une majorité de citoyens s'acquitte de cette tâche sans enthousiasme. Une fois qu'ils ont accompli leur devoir, la majorité d'entre eux souhaite qu'on les laisse tranquilles.

Il se trouve des majorités pour considérer qu'il est possible d'économiser dans certains secteurs, jugés éloignés de la vie quotidienne. Entrent dans cette catégorie l'asile, les salaires des fonctionnaires, les dépenses de l'armée et les coûts de la diplomatie. En revanche, les contribuables sont nombreux à souhaiter que l'on consacre davantage de moyens à l'AVS et à la formation.

2.3 Appréciation des principales stratégies financières de la Confédération

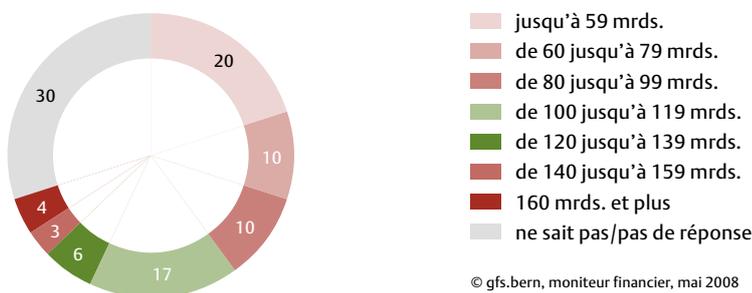
2.3.1 Conscience du niveau d'endettement

Sur le total des personnes interrogées, 23% sont en mesure d'estimer à peu près correctement le niveau actuel de la dette fédérale, de 125 milliards de francs. Elles considèrent que l'endettement de la Suisse se situe entre 100 et 140 mrd. Sept pour cent pensent que les dettes sont plus élevées, tandis que 40% les estiment plus faibles. La proportion des personnes dépassées par la question atteint 30%; elles ne sont pas en mesure de donner un ordre de grandeur quelconque. La conscience du niveau d'endettement de la Confédération est donc faible.

Graphique 17

«Connaissez-vous le montant de la dette à la fin de l'année 2007 de la Confédération, donc sans les cantons? Indiquez-moi votre évaluation en milliards de francs, la plus précise possible. N'hésitez pas à me dire si vous ne le savez pas.»

Estimation de la dette fédérale en % des citoyens interrogés



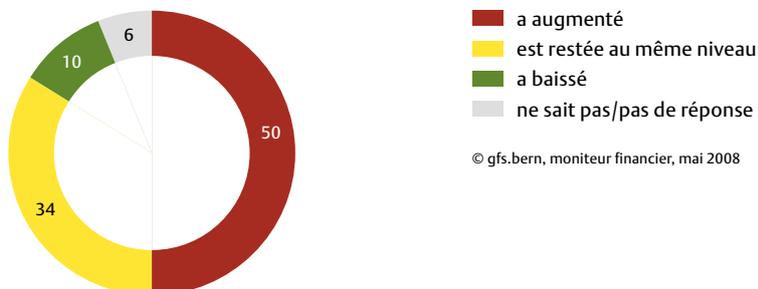
La moitié des sondés pensent que l'endettement de la Confédération a continué de progresser ces dernières années. Ils sont 34% à estimer qu'il a pu être stabilisé et 10% considèrent qu'il a diminué.

Ainsi, la majorité se trompe sur cette question, ce qui traduit une perception stéréotypée de la situation. Car en fait, après une assez longue phase de progression, les dettes des pouvoirs publics se sont temporairement stabilisées. En tout cas, l'endettement présumé de la Confédération lié à ses engagements en matière d'assurances sociales dans les entreprises annexes de l'État se reflète dans les réponses.

Graphique 18

«Sur la base des informations dont vous disposez, la dette de la Confédération a-t-elle augmenté au cours des derniers cinq ans, est-elle demeurée au même niveau ou a-t-elle baissé?»

Perception de l'évolution de la dette fédérale en % des citoyens interrogés



Une fois renseignés sur l'endettement effectif, 63% des sondés le jugent encore trop élevé. Un pour cent est d'avis que ce chiffre est trop bas, 4% le tiennent pour correct, 29% l'estiment élevé, mais supportable. L'appréciation du niveau de l'endettement est donc négative.

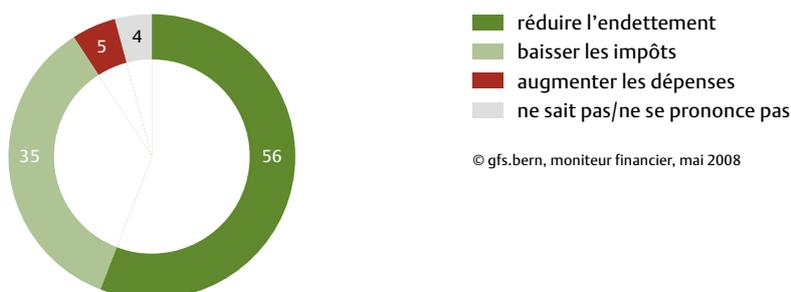
2.3.2 Appréciations des stratégies de politique financière

Confrontées à l'hypothèse de possibles excédents budgétaires, 56% des personnes interrogées estiment qu'il faudrait en priorité réduire le niveau d'endettement. Elles sont 35% à vouloir d'abord abaisser les impôts et 5% à opter pour une augmentation des dépenses.

Graphique 19

«À votre avis, que doit-on faire en premier lieu lorsque le budget de l'État est excédentaire? Faut-il réduire l'endettement, augmenter les dépenses ou baisser les impôts?»

Positions par rapport aux excédents publics en % des citoyens interrogés



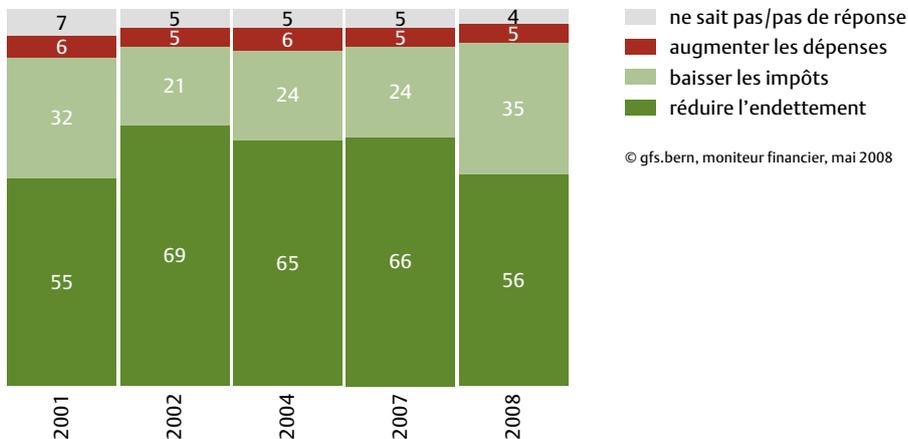
Ces estimations varient suivant les régions linguistiques. La Suisse alémanique va dans le sens de la majorité. La Suisse romande est essentiellement du même avis, mais le désir de baisses d'impôts y est plus répandu. C'est en Suisse italienne que ce désir est le plus marqué, avec 64% de contribuables en faveur de baisses d'impôts, contre 13% seulement prioritairement favorables à une réduction de la dette.

Envisagées sous l'angle de l'appartenance politique, les différences sont minimes. On retrouve les mêmes priorités dans tous les camps politiques, de même que dans toutes les classes de revenus.

Graphique 20

«À votre avis, que doit-on faire en premier lieu lorsque le budget de l'État est excédentaire? Faut-il réduire l'endettement, augmenter les dépenses ou baisser les impôts?»

Évolution des positions par rapport aux excédents publics
en % des citoyens interrogés

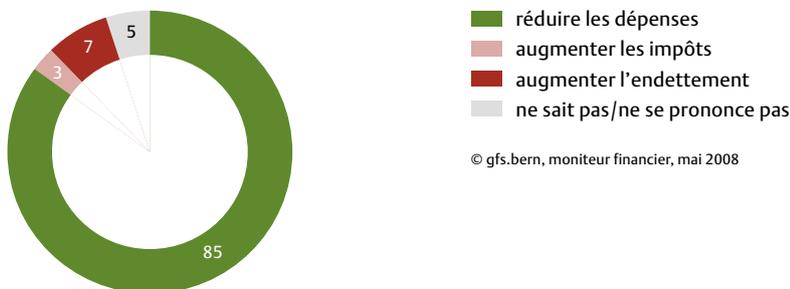


L'évolution des préférences dans le temps fait ressortir une répartition plus ou moins égale. Depuis 2001, on constate le même ordre de préférences à chaque enquête. Leur ampleur peut toutefois varier légèrement. Actuellement, la proportion minoritaire de ceux qui souhaitent en priorité des baisses d'impôts est en augmentation.

Graphique 21

«À votre avis, que devrait-on faire en premier lieu lorsque le budget de l'État est déficitaire? Devrait-on en premier lieu augmenter l'endettement, réduire les dépenses ou augmenter les impôts?»

Positions par rapport aux déficits publics
en % des citoyens interrogés

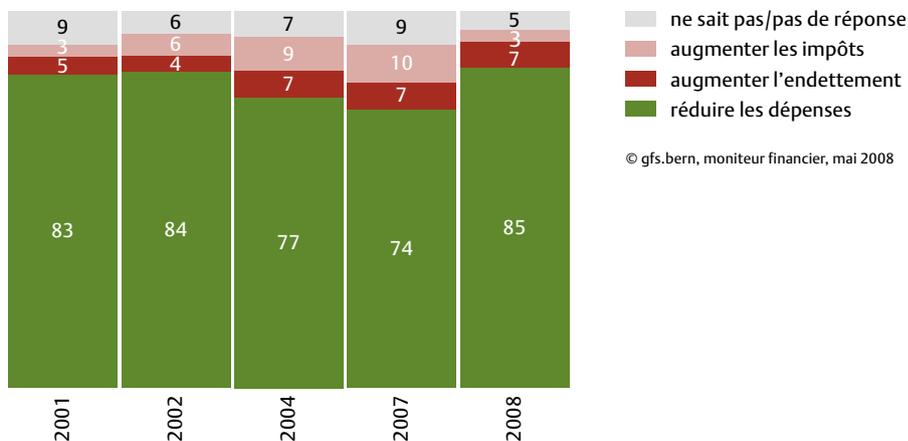


En cas de déficit budgétaire de l'État, 85% des citoyens sont d'avis qu'il convient en premier lieu de réduire les dépenses. Les autres réponses possibles viennent très loin derrière. Elles préconisent soit l'augmentation de l'endettement, soit celle des impôts. Ces deux options ne sont guère appréciées.

Graphique 22

«À votre avis, que devrait-on faire en premier lieu lorsque le budget de l'État est déficitaire? Devrait-on en premier lieu augmenter l'endettement, réduire les dépenses ou augmenter les impôts?»

Évolution des positions par rapport aux déficits publics en % des citoyens interrogés



La tendance actuelle va dans le sens du point de vue de la majorité. En 2008, elle est à nouveau davantage perceptible que ces dernières années. Mais depuis 2001, l'ordre de grandeur des préférences ne s'est pas beaucoup modifié. Il y a toujours pratiquement quatre sondés sur cinq pour souhaiter une diminution des dépenses si le compte de l'État est déficitaire.

Une présentation détaillée des stratégies imaginables en termes de comportement face aux recettes et aux dépenses met en évidence un large consensus.

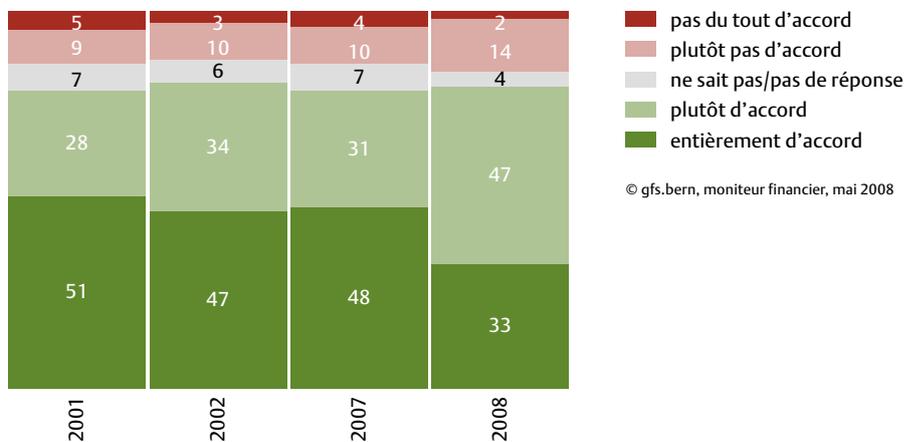
Sur le total des personnes interrogées, 80% sont plus ou moins d'avis que pour les nouvelles tâches, la solution optimale consiste pour l'État à s'efforcer de les accomplir sans nouvelles recettes. C'est là actuellement l'avis péremptoire de 33% des sondés et la tendance affichée par 47 autres pour cent.

Graphique 23

«Les impôts servent à financer les dépenses publiques. Si l'État dépense plus qu'il n'encaisse, il résulte un déficit, s'il perçoit davantage de recettes qu'il n'effectue de dépenses, il enregistre un excédent. Je vais vous lire une stratégie que l'on peut appliquer en la matière. Veuillez me dire si vous l'approuvez entièrement, plutôt, plutôt pas ou pas du tout?»

«L'État doit accomplir ses tâches au mieux sans nouvelles recettes.»

Évolution des stratégies financières: accomplir les tâches au mieux avec les moyens disponibles en % des citoyens interrogés



Sur la durée, la part des personnes pleinement d'accord ou plutôt d'accord ne s'est pratiquement pas modifiée. On ne constate guère de différences en fonction des diverses caractéristiques des groupes.

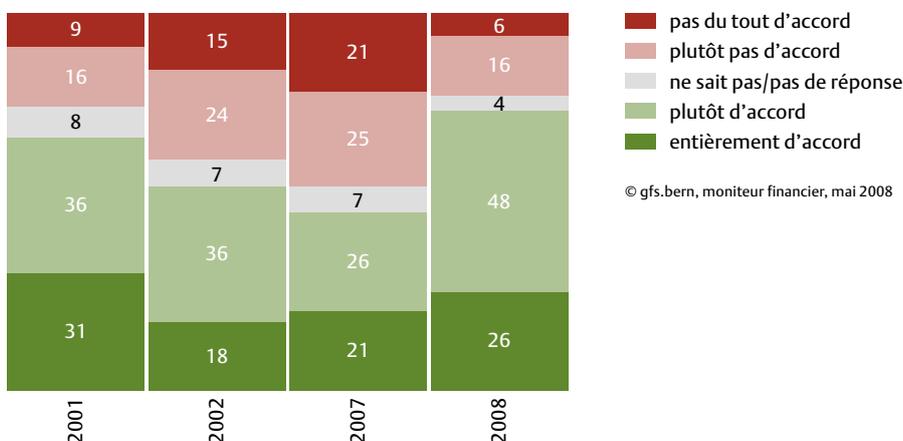
Une proportion élevée de 74% est plus ou moins clairement d'avis que l'on pourrait réduire en parallèle les impôts et les dépenses, c'est-à-dire diminuer la quote-part de l'État. Toutefois, cette proportion fluctue avec le temps. Actuellement, elle est en forte augmentation. C'est en particulier la part de ceux qui seraient plutôt d'accord avec cette proposition qui est en hausse.

Graphique 24

«Les impôts servent à financer les dépenses publiques. Si l'État dépense plus qu'il n'encaisse, il résulte un déficit, s'il perçoit davantage de recettes qu'il n'effectue de dépenses, il enregistre un excédent. Je vais vous lire une stratégie que l'on peut appliquer en la matière. Veuillez me dire si vous l'approuvez entièrement, plutôt, plutôt pas ou pas du tout?»

«Réduire en même temps les impôts et les dépenses.»

Évolution des stratégies financières: baisser les impôts et les dépenses
en % des citoyens interrogés



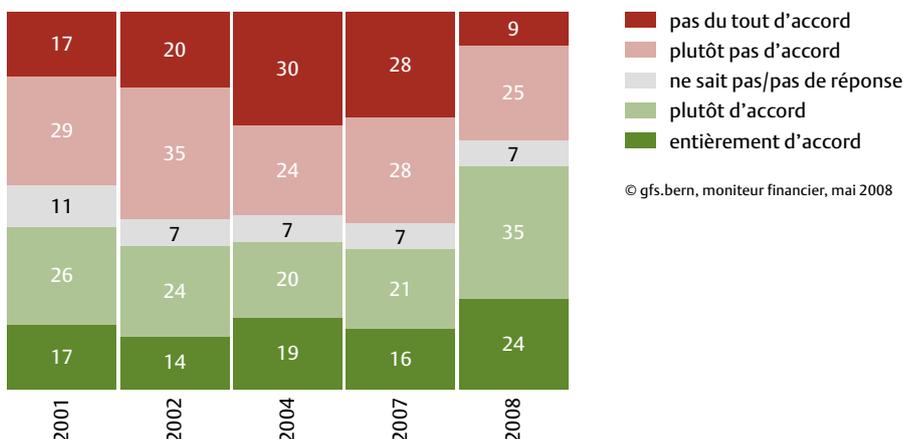
En outre, 59% des personnes interrogées estiment en outre, de manière plus ou moins catégorique, qu'on pourrait aussi d'abord réduire les impôts afin d'accroître la pression sur les dépenses. Celles-ci devraient alors être adaptées aux recettes. On observe ici aussi une nette évolution dans le temps, qui s'exprime aujourd'hui par un degré d'approbation qui n'a encore jamais été aussi élevé.

Graphique 25

«Les impôts servent à financer les dépenses publiques. Si l'État dépense plus qu'il n'encaisse, il résulte un déficit, s'il perçoit davantage de recettes qu'il n'effectue de dépenses, il enregistre un excédent. Je vais vous lire une stratégie que l'on peut appliquer en la matière. Veuillez me dire si vous l'approuvez entièrement, plutôt, plutôt pas ou pas du tout?»

«Baisser d'abord les impôts, afin de réduire ensuite les dépenses.»

Évolution des stratégies financières: baisser d'abord les impôts
en % des citoyens interrogés



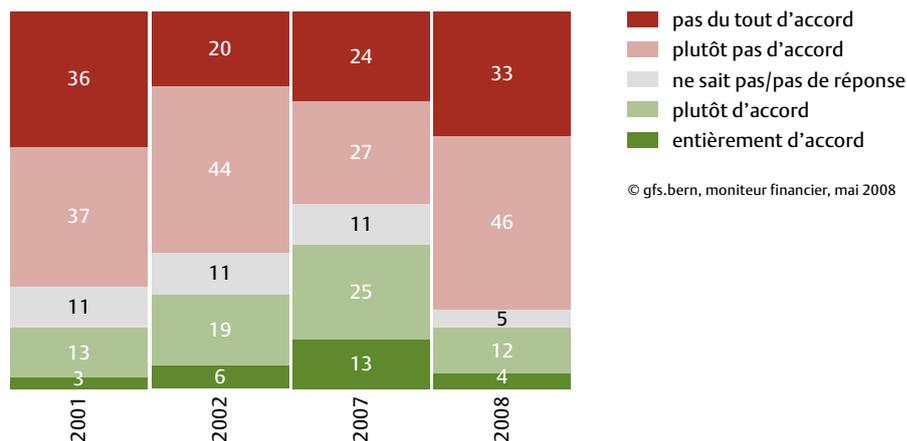
Seulement 16% des sondés sont d'avis que l'État devrait assumer de nouvelles tâches, même si cela doit entraîner des hausses d'impôts. En recul actuellement, cet avis a toujours été celui d'une minorité.

Graphique 26

«Les impôts servent à financer les dépenses publiques. Si l'État dépense plus qu'il n'encaisse, il résulte un déficit, s'il perçoit davantage de recettes qu'il n'effectue de dépenses, il enregistre un excédent. Je vais vous lire une stratégie que l'on peut appliquer en la matière. Veuillez me dire si vous l'approuvez entièrement, plutôt, plutôt pas ou pas du tout?»

«Assumer de nouvelles tâches, même s'il en résulte une hausse d'impôt.»

Évolution des stratégies financières: assumer de nouvelles tâches en % des citoyens interrogés



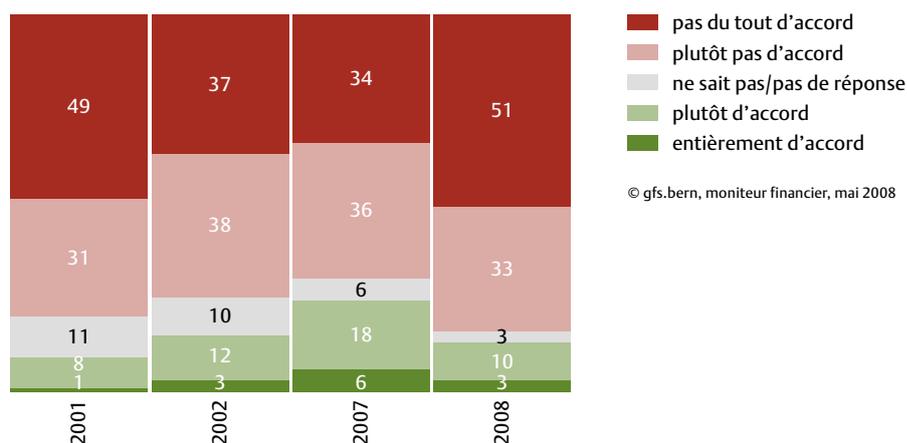
Le même constat vaut pour l'augmentation simultanée des impôts et des dépenses pour financer de nouvelles prestations de l'État. Cette stratégie recueille 13% des voix, la tendance étant à la baisse.

Graphique 27

«Les impôts servent à financer les dépenses publiques. Si l'État dépense plus qu'il n'encaisse, il résulte un déficit, s'il perçoit davantage de recettes qu'il n'effectue de dépenses, il enregistre un excédent. Je vais vous lire une stratégie que l'on peut appliquer en la matière. Veuillez me dire si vous l'approuvez entièrement, plutôt, plutôt pas ou pas du tout?»

«Assumer de nouvelles tâches et augmenter en même temps les impôts.»

Évolution des stratégies financières: assumer de nouvelles tâches et augmenter les impôts en % des citoyens interrogés



Contradictoires à première vue, ces résultats se révèlent tout compte fait logiques. Si l'on prend en considération uniquement les réponses des personnes entièrement d'accord, on observe un ordre de préférence constant qui est le suivant:

- Assumer les tâches existantes au mieux sans nouvelles recettes (33%, tendance négative)
- Réduire simultanément les impôts et les dépenses (26%, tendance positive)
- Réduire d'abord les impôts, et ultérieurement les dépenses (24%, tendance positive)
- Assumer de nouvelles tâches, même s'il en résulte une hausse des impôts (4%, tendance négative)
- Assumer de nouvelles tâches tout en augmentant les impôts (3%, tendance légèrement négative)

Une autre interprétation serait de dire que le statu quo pour les impôts est la situation qui recueille le plus fort taux d'approbation. Les diminutions d'impôts occupent la deuxième place et les hausses d'impôts la dernière. Les avis favorables aux diminutions d'impôts sont en progression, une tendance qui n'est toutefois pas encore assez marquée pour modifier le classement général.

2.3.3 Bilan intermédiaire

L'endettement de l'État influence de plus en plus la perception que les Suisses ont de la politique financière. Cependant, vu leur relative méconnaissance du sujet, d'aucuns ont tendance à dramatiser la situation. On observe néanmoins de nettes préférences, à savoir qu'en cas de déficits, il faut opérer des coupes dans les dépenses et, en cas d'excédents, réduire les dettes.

Cependant, étant donné le poids de la charge fiscale et le déséquilibre entre les impôts payés et les prestations obtenues en retour, les avis favorables à des diminutions d'impôts sont malgré tout en hausse, même si celles-ci doivent se faire au détriment des tâches de l'État. Par contre, le prélèvement de nouvelles taxes destinées à financer de nouvelles tâches est refusé par une très large majorité.

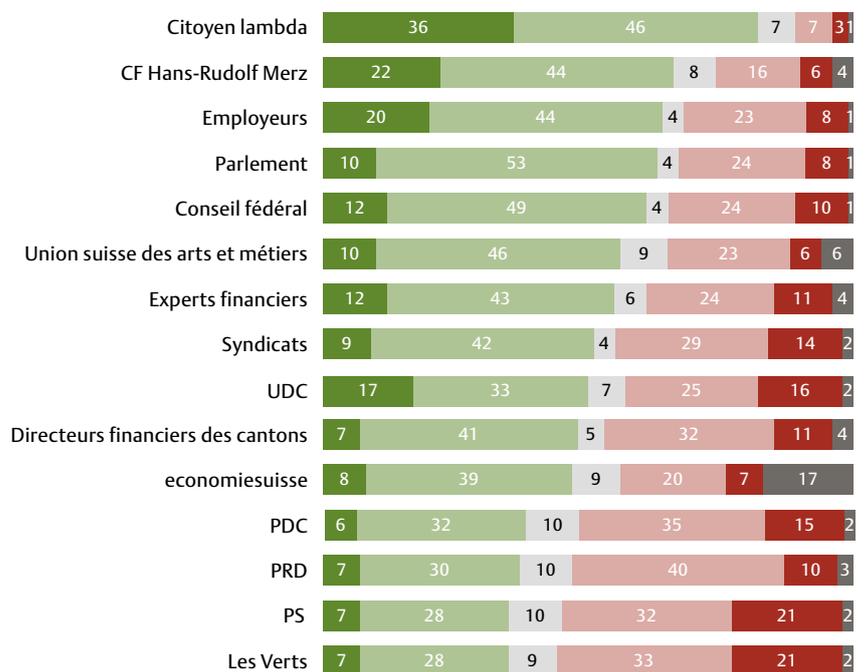
2.4 Évaluation des acteurs politiques par les sondés

À la question de savoir quels sont les acteurs de la politique financière les plus crédibles, la réponse la plus fréquemment citée est: le citoyen lambda, c'est-à-dire les gens comme vous et moi. Pour 82% des personnes interrogées, les citoyens lambda sont en effet très crédibles ou plutôt crédibles, ce qui place ce groupe de référence très largement en tête du classement.

Graphique 28

«Je vais vous énumérer des acteurs et vous me direz pour chacun d'entre eux si vous estimez qu'il est ou sont très crédible(s), plutôt crédible(s), plutôt pas crédible(s) ou pas du tout crédible(s) en matière de politique financière et fiscale. Si vous ne connaissez pas l'un ou l'autre de ces acteurs, n'hésitez pas à le dire.»

Crédibilité des acteurs politiques en matière financière et fiscale en % des citoyens interrogés



■ très crédible(s) ■ plutôt crédible(s) ■ ne sait pas/ne se prononce pas
■ plutôt pas crédible(s) ■ pas du tout crédible(s) ■ ne connaît pas l'acteur

© gfs.bern, moniteur financier, mai 2008

La situation pourrait se résumer comme suit: les Suisses ayant le droit de vote s'estiment capables d'évaluer eux-mêmes les questions ayant trait à la politique financière. Autrement dit, ils font montre d'une grande assurance sur ce point. L'esprit républicain des Suisses se traduit ici dans une mesure bien plus forte que dans la plupart des autres questions.

Parmi les acteurs amenés à s'exprimer en public, l'actuel ministre des finances, le conseiller fédéral Hans-Rudolf Merz, occupe la première place. Deux tiers des sondés le considèrent comme très crédible ou plutôt crédible. Suivent les employeurs, le Parlement, le Conseil fédéral, l'Union suisse des arts et métiers, les experts financiers, les syndicats, les directeurs cantonaux des finances et economiesuisse (bien que 17% des personnes interrogées ne connaissent pas la Fédération des entreprises suisses).

Du côté des partis politiques, seule l'UDC réussit à faire entendre sa voix. Tous les autres partis, notamment le PDC et le PRD, mais surtout le PS et les Verts, arrivent en queue de classement.

Par ailleurs, l'UDC est aussi bien notée par son propre électorat, puisque les deux tiers de celui-ci s'identifient plus ou moins fortement à sa ligne de conduite en matière de politique fiscale. L'électorat du PRD juge son parti crédible à raison de 50% environ, alors que cette proportion n'est plus que d'un bon tiers en ce qui concerne le PDC. Ce chiffre est encore plus faible pour le PS, puisque celui-ci recueille l'approbation générale d'un cinquième seulement de son électorat. Qui plus est, la base du PS lorgne du côté de la politique fiscale de l'UDC, et en partie aussi de celle des Verts.

2.4.1 Bilan intermédiaire

Plus que dans tout autre domaine politique, on s'estime soi-même ainsi que ses concitoyens comme tout à fait capables de se prononcer sur les questions ayant trait aux finances. L'actuel ministre des finances est quant à lui jugé crédible, tout comme le Parlement, le Conseil fédéral et les partenaires sociaux, dont les opinions sont écoutées. Parmi les partis politiques, seule l'UDC arrive, avec sa politique financière, à convaincre au-delà des rangs de son propre électorat.

3 Synthèse

Pour terminer, nous nous proposons d'agrèger et de classer les principaux résultats, puis nous brosserons un tableau général de la perception que les citoyens suisses ont de la politique financière et commenterons brièvement les grandes évolutions observées en la matière.

Nous avons pris comme point de départ le fait que la majorité des Suisses ayant le droit de vote n'aiment pas payer des impôts, mais acceptent de passer à la caisse. Ils estiment qu'il est de leur devoir de permettre à l'État de fonctionner. À noter toutefois que chez la plupart des sondés, il s'agit là d'une attitude très fataliste. Une fois qu'ils ont payé leur écot, ils souhaitent que l'État les laisse tranquilles. Ils ne font pas de lien direct avec leur droit de participation active en tant que citoyen.

En ce qui concerne l'équilibre entre les impôts payés et les prestations obtenues en retour, les Suisses font montre d'un scepticisme grandissant. Ils constatent une diminution des prestations et un manque de rigueur budgétaire. Le sentiment que l'État est incapable d'exercer ses pouvoirs et d'assumer ses devoirs dans des domaines essentiels renforce la conviction de recevoir moins de l'État qu'on ne lui donne.

Certains secteurs, et notamment ceux qui ne font pas partie du quotidien du citoyen moyen, sont majoritairement considérés comme des domaines où des économies devraient être réalisées. Il s'agit par exemple de l'asile, des salaires des fonctionnaires, des dépenses militaires et des coûts de la diplomatie. En revanche, nombreux sont ceux qui souhaiteraient une augmentation du budget alloué à l'AVS et à la formation.

L'endettement de l'État influence de plus en plus la perception que les Suisses ont de la politique financière. Cependant, vu leur relative méconnaissance du sujet, ils ont tendance à dramatiser la situation. On observe néanmoins de nettes préférences. Ainsi, les Suisses estiment qu'en cas de déficits il faut opérer des coupes dans les dépenses et, en cas d'excédents, réduire les dettes. La marge de manœuvre pour des diminutions – mais aussi et surtout pour des hausses – d'impôts est quasi inexistante.

Étant donné le poids de la charge fiscale et le déséquilibre entre les impôts payés et les prestations obtenues en retour, les avis favorables à des diminutions d'impôts se multiplient malgré tout, même si c'est au détriment des tâches de l'État. Par contre, de nouveaux prélèvements destinés à financer de nouvelles tâches sont largement refusés.

Plus que dans tout autre domaine politique, on s'estime soi-même ainsi que ses concitoyens comme tout à fait capables de se prononcer sur les questions financières. L'actuel ministre des finances est quant à lui jugé crédible, tout comme le Parlement, le Conseil fédéral et les partenaires sociaux, dont les opinions sont écoutées. Parmi les partis politiques, seule l'UDC arrive, avec sa politique financière, à convaincre au-delà des rangs de son propre électorat.

Selon les premières tendances qui se dégagent du moniteur, la situation économique n'aurait qu'une influence limitée sur la perception que les citoyens suisses ont de la politique fiscale et financière. Autrement dit, il n'y a pas de rapport direct avec l'évolution conjoncturelle. Celle-ci exerce néanmoins une influence indirecte, dans la mesure où elle détermine les recettes publiques possibles. Mais comme les rentrées dépendent aussi de la politique financière mise en œuvre, on ne peut établir un lien de causalité immédiat. Les priorités des Suisses en matière de politique financière semblent dès lors être davantage le reflet de leur expérience générale, qui se répercute d'ailleurs aussi sur le crédit qu'ils accordent aux acteurs et aux institutions.

La politique financière est en partie responsable de cette méfiance croissante envers les institutions et du sentiment que l'État ne réussit pas à s'assumer. On songe ici à la relation entre les recettes et les prestations de l'État. La perception de ces facteurs se traduit directement dans l'opinion que les citoyens suisses ont de la politique financière.

D'une manière générale, la conviction d'être tout à fait capable de prendre des décisions en matière financière est très forte chez les Suisses. Cette assurance est une des principales caractéristiques de l'esprit républicain de notre pays. Sur les questions essentielles, et notamment sur celle du financement des dépenses publiques par les fonds à disposition, un vrai consensus existe. Ce n'est pas le cas en matière de pression fiscale, où les esprits tendent à se diviser. En revanche, la volonté de réduire à la fois les impôts et les tâches de l'État augmente cycliquement.

«L'État, c'est nous», disent les politiciens soucieux de se montrer démocrates. «L'État, c'est moi», semblent vouloir leur répondre les citoyens lorsqu'ils évoquent leurs expériences en matière de politique fiscale et financière.

L'exigence première des citoyens suisses est donc claire: la Confédération doit mener une politique financière économe.

**Vue d'ensemble des indicateurs, conditions et premières tendances
selon le moniteur financier 2008**

Domaines/indicateurs	Résultat principal actuel		Tendance principale
Perceptions générales de la fiscalité et des finances			
Charge fiscale subjective	Problème très important:	15%	Problème croissant
	Problème plutôt important:	41%	
Equilibre subjectif entre impôts payés et prestations de l'État	Perdant:	50%	Déséquilibre croissant
	Gagnant:	7%	
Comportement général de l'État	Ne maîtrise pas les dépenses:	60%	Attitude négative En progression
	Néglige ses tâches:	57%	
Domaines où des économies devraient être réalisées	Asile:	64%	En hausse
	Salaires:	63%	En hausse
	Armée:	62%	Stable
	Diplomatie:	56%	En hausse
Dépenses supplémentaires	AVS:	49%	Stable
	Formation:	42%	En baisse
Payer des impôts	Devoir:	90%	Pas encore possible de tirer des conclusions
	Permettre à l'État de fonctionner:	81%	
	À contrecœur:	74%	
	Être laissé tranquille:	70%	
Appréciation des stratégies centrales de la politique financière de la Confédération			
Connaissance du montant/ de la tendance de l'endettement	Montant exact:	23%	Pas de conclusion possible
	Tendance exacte:	34%	
Endettement	Trop élevé:	56%	Pas de conclusion possible
Préférences en matière de politique financière	Réduction de l'endettement:	56%	Préférences stables avec de légères fluctuations
	Réduction des impôts:	35%	
	Augmentation des dépenses:	5%	
Préférences en matière de politique fiscale	Assumer au mieux de nouvelles tâches avec les moyens à disposition:	80%	Opinion stable
	Réduire les impôts et les dépenses:	74%	Approbation en hausse
	Réduire d'abord les impôts et les dépenses après:	59%	Approbation en hausse
	Assumer de nouvelles tâches et augmenter les impôts ultérieurement:	16%	Refus en baisse
	Prélever de nouveaux impôts et assumer de nouvelles tâches:	13%	Refus en baisse
Appréciation des acteurs politiques			
Crédibilité	Citoyen lambda:	82%	En hausse
	Conseiller fédéral Hans-Rudolf Merz:	66%	En hausse
	Employeurs:	64%	Stable
	Parlement:	63%	En hausse
	Conseil fédéral:	61%	Stable
	Union suisse des arts et métiers:	56%	Stable
	Experts financiers:	53%	En hausse
	Syndicats:	51%	Stable
	UDC:	50%	Pas de conclusion possible
	Directeurs cantonaux des finances:	48%	Pas de conclusion possible
	economiesuisse:	47%	Pas de conclusion possible
	PDC:	38%	Pas de conclusion possible
	PRD:	37%	Pas de conclusion possible
	PS:	35%	Pas de conclusion possible
Verts:	35%	Pas de conclusion possible	

Annexe

L'équipe gfs.bern

Claude Longchamp

Directeur de l'institut, politologue

Matthias Bucher

Responsable de projets, psychologue social

Stephan Tschöpe

Analyste de données/programmeur

Silvia-Maria Ratelband-Pally

Administratrice de projets

economiesuisse
Fédération des entreprises suisses
Carrefour de Rive 1
Case postale 3684
CH-1211 Genève 3

economiesuisse
Verband der Schweizer Unternehmen
Hegibachstrasse 47
Postfach
CH-8032 Zürich

economiesuisse
Verband der Schweizer Unternehmen
Spitalgasse 4
Postfach
CH-3001 Bern

economiesuisse
Federazione delle imprese svizzere
Corso Elvezia 16
Casella postale 5563
CH-6901 Lugano

economiesuisse
Swiss Business Federation
Avenue de Cortenbergh 168
B-1000 Bruxelles

www.economiesuisse.ch